
SPECIALITE HISTOIRE, GEOGRAPHIE, GEOPOLITIQUE, SCIENCES POLITIQUES

THEME 2. FAIRE LA GUERRE, FAIRE LA PAIX, FORMES DE CONFLITS ET MODES DE RESOLUTION

OBJET DE TRAVAIL CONCLUSIF

LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS REGIONAUX ET TENTATIVES DE PAIX IMPLIQUANT DES ACTEURS INTERNATIONAUX (ETATIQUES ET NON ETATIQUES)

Introduction : Nous avons étudié dans les chapitres précédents, l'évolution de la guerre depuis le XVIIIème siècle ainsi que la façon dont les Etats ont construit la paix du XVIIème siècle à nos jours. Ici il s'agira d'étudier l'une des régions les plus conflictuelles de la planète.

Accroche : « Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples », écrivait le Général de Gaulle, se rendant au Liban dans ses Mémoires de Guerre. Cette citation illustre la complexité de l'Orient.

Analyse du sujet : il convient d'en définir tous les thèmes :

Précisons d'emblée que l'on qualifie de proche ou de moyen une région par rapport à NOUS, Le Moyen Orient est l'expression qui s'est imposée sous l'influence des anglo-saxons après la 2ème GM et qui désigne les régions situées "sur la route des Indes" donc en plus des pays qui composent le Proche Orient ; l'Afghanistan, l'Iran, l'Irak et la péninsule arabique. Depuis la fin de la Première GM et l'éclatement de l'Empire Ottoman cet espace, entre domination et indépendance est celui qui a connu le plus grand nombre de conflits de nature et d'intensité diverses depuis les tensions diplomatiques, jusqu'à des guerres.

C'est un espace où les échelles s'emboîtent et où s'affrontent des communautés, des puissances régionales et mondiales en raison de ressources convoitées mais aussi de luttes de pouvoir qui se superposent dans cet ensemble hétérogène où les grandes puissances s'invitent souvent. Le moyen Orient est donc un espace d'imbrication des enjeux et des rivalités entre des acteurs multiples.

Cet espace charnière entre Europe, Asie et Afrique est donc un enjeu crucial pour la sécurité collective. Longtemps dominé par le conflit israélo-arabe, il a vu se développer, depuis la fin de la Guerre froide, de nouvelles formes de conflictualités, portées par de nouveaux acteurs et a connu l'échec des nombreux processus de paix qui ont été tentés.

Problématique : on se propose alors de tenter de répondre à la question suivante :

Comment expliquer la multiplicité et la concentration des conflits au Moyen-Orient et la difficulté de les solutionner ?

PLAN DU CHAPITRE OBJET CONCLUSIF

LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS REGIONAUX ET TENTATIVES DE PAIX IMPLIQUANT DES ACTEURS INTERNATIONAUX (ETATIQUES ET NON ETATIQUES)

I. Le Moyen Orient un espace de conflictualités aux enjeux multiples

Travail sur le tableau de synthèse à partir de la carte

- A. Un carrefour stratégique confronté à la question des ressources : or noir et or bleu
- B. Une mosaïque de peuples et de religions
- C. Des tensions démographiques, des inégalités économiques et des fractures idéologiques qui traversent la région

II. Depuis 1948, des conflits nombreux après la naissance d'Israël

JALON 1. Du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien de la création de l'Etat d'Israël à nos jours : tentatives de résolution

- A. Deux peuples pour une terre
- B. Des guerres israélo-arabes....
- C. ... Au conflit israélo-palestinien jusqu'à aujourd'hui

III. Le Moyen-Orient : un espace investi par le jeu des puissances régionales et internationales

- A. Des conflictualités à toutes les échelles
- B. Le poids des Etats-Unis et l'impuissance de l'ONU
- C. Depuis le début des années 2000 : des conflits asymétriques de plus en plus enchevêtrés et complexes

JALON 2 : Les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique

LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS REGIONAUX ET TENTATIVES DE PAIX IMPLIQUANT DES ACTEURS INTERNATIONAUX (ETATIKES ET NON ETATIKES)

I. Le Moyen-Orient un espace de conflictualités aux enjeux multiples

Travail sur le tableau de synthèse à partir de la carte

Questions

- 1° Pourquoi peut-on dire que le MO est un carrefour ?
- 2° Quels motifs de tension pouvez-vous identifier à partir de la légende ?
- 3° Quels sont ceux qui éventuellement n'apparaîtraient pas
- 4° quelle typologie de ces causalités des conflits pouvez-vous proposer ?

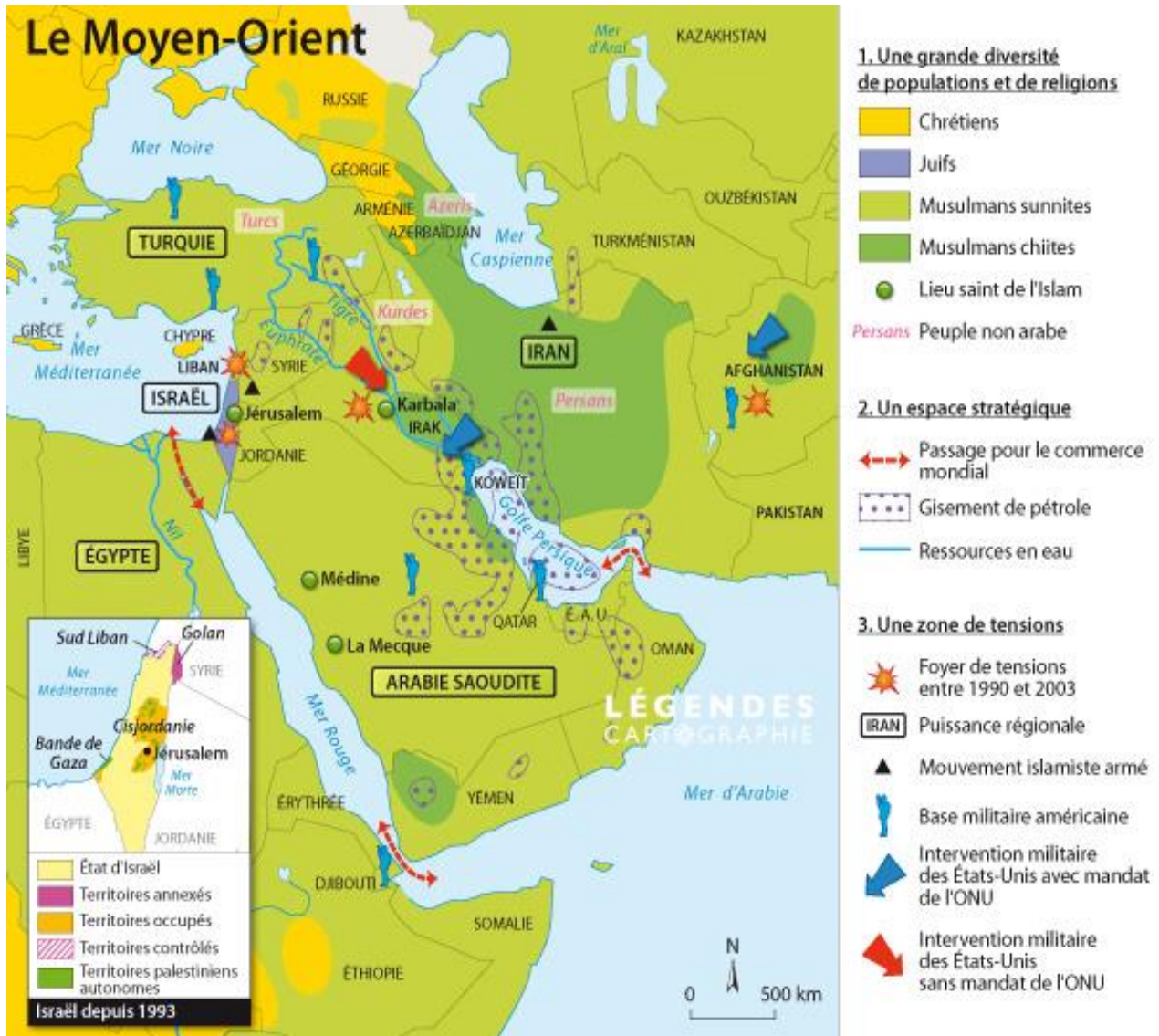
REPONSES

Le Moyen-Orient peut être considéré comme un carrefour car :

- Le MO fait le lien entre l'Europe et l'Asie, il permet aussi de connecter l'Océan Indien à la Mer Méditerranée par le Golfe d'Aqaba et le Canal de Suez. Le Rôle géostratégiques des détroits et des canaux est majeur : le détroit de **Bab-el-Mandeb** entre la mer rouge et l'océan indien, le **canal de Suez** entre la mer rouge et la Méditerranée, mais aussi le **détroit d'Ormuz** entre l'océan indien et le Golfe persique (point de passage majeur pour les hydrocarbures, présence militaire notamment américaine (voir carte), sans oublier les détroits du **Bosphore** et des **Dardanelles** entre la Méditerranée et la Mer noire.). Il est donc important de s'assurer des débouchés sur ces passages et cela explique la forte présence militaire à proximité (voir carte bases américaines, GB/ France)+ Tartous et Lattaquié Russe
- *De multiples motifs de tensions*
 - ✓ Liées aux ressources en hydrocarbures
 - ✓ Liées à la question hydrique
 - ✓ Liées à la diversité culturelle, ethnique et religieuse
 - ✓ Liées à la pression démographique et aux inégalités de développement
 - ✓ Liées à la question des frontières
 - ✓ Liées à la situation politique des Etats

- A. Un carrefour stratégique confronté à la question des ressources : or noir et or bleu
- B. Une mosaïque de peuples et de religions
- C. Des tensions démographiques, des inégalités économiques et des fractures idéologiques qui traversent la région

Voir le tableau de synthèse rempli



Les multiples enjeux qui traversent le Moyen-Orient (carte de travail)

La question des ressources en hydrocarbures

L'importance des réserves pétrolières et gazières est un facteur clé de compréhension pour tout ce qui touche aux grands équilibres géopolitiques de la région. Avec près des **2/3 des réserves pétrolières** conventionnelles estimées (48%) (l'or noir') et **40% des réserves gazières** connues, le Moyen-Orient est un lieu majeur de production d'hydrocarbures et couvre une part importante des besoins énergétiques mondiaux

Les premiers gisements ont été découverts en **Perse en 1908** et leur contrôle est rapidement devenu un enjeu majeur pour les grandes puissances. La pénétration américaine au Moyen-Orient va aussi se faire via le pétrole : en 1927 les américains obtiennent 23,75% de l'**Irak Petroleum Compagny** et fondent en 1944, L'ARAMCO (Arabian American Oil Company). En 1945, le prince Abdelaziz Ibn Saoud d'Arabie Saoudite signe le **Pacte du Quincy** avec les américains qui abordent plusieurs enjeux, notamment celui du monopole de l'ARAMCO dans l'exploitation du pétrole saoudien et des compensations financières pour le Royaume qui a perdu des revenus en raison des baisses de vente de pétrole et de pelerins pour le Hajj, mais aussi la question du sort des juifs d'Europe centrale qui préoccupait Roosevelt qui espérait un accueil par les pays arabes des rescapés de la Shoah. Une rencontre en 2005 entre Georges Bush et le prince Abdallah a réactivé l'idée d'un « pacte du Quincy », pétrole contre protection militaire dans le contexte post 11 septembre où Al Qaida reprochait la présence des troupes américaines dans le pays des lieux saints de l'islam

Quoiqu'il en soit, Le pétrole est devenu le premier facteur de croissance pour l'occident après le 2eme GM. La part du Moyen-Orient dans la production mondiale augmente alors : de 17 à 30% entre 1940 et 1960, et donc aussi la dépendance des occidentaux vis-à-vis du MO. Dans le même temps les gisements sont devenus une chance et une arme pour les pays du Moyen-Orient qui disposent de cette manne. En 1960 : création de l'OPEP : à **Bagdad en 1960**, par les 5 principaux exportateurs d'alors : Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, Vénézuéla. L'OPEP domine le marché du pétrole dans les années 70. En 1973, c'est suite à la guerre du Kippour, que le premier choc pétrolier éclate, provoqué par la hausse du prix du baril décidé par l'OPEP en représailles contre Israël et ses alliés. Depuis la diminution de la consommation des pays industrialisés qui ont pratiqué des politiques d'économie d'énergie et accéléré le développement de leur programme nucléaire, mais aussi du fait de l'apparition de nouveaux grands producteurs non membres de l'OPEP, le Moyen-orient n'est plus en situation de domination totale sur le marché du pétrole. (Le Qatar (1961) ; l'Indonésie (1962) ; la Libye (1962) ; les Émirats arabes unis (1967) ; l'Algérie (1969) ; le Nigeria (1971) ; et l'Angola (2007). L'Équateur (1973) et le Gabon (1975) se sont retirés respectivement en 1992 et 1994, mais le premier a réintégré l'organisation en 2007.)

	<p>Ainsi, plusieurs conflits régionaux ou internationaux sont directement ou indirectement liés à des enjeux pétroliers : la guerre Iran/Irak entre 1980 et 1988 avec la volonté de contrôle de zones pétrolifères du golfe arabo-persique, le coup d'Etat de 1953 en Iran soutenu par les Etats-Unis contre le docteur Mossadegh qui voulait nationaliser l'industrie pétrolière, et la guerre puis l'invasion de l'Irak en 2003 par les EU.</p>
<p>La question des ressources en eau</p>	<p>2) L'eau , une richesse rare</p> <p>Au Moyen-Orient le milieu est aride et la région est majoritairement en situation de stress hydrique. Seulement 3 réseaux hydrographiques alimentent le région (Tigre, Euphrate et Jourdain), et L'eau est très inégalement répartie et disputée d'autant que les besoins augmentent au fur et à mesure de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'essor des cultures irriguées). Des barrages sont construits sur ces fleuves mais engendrent des conflits dans le contrôle du débit et obligent à des collaborations où des annexions. les grands barrages turcs peuvent assécher en aval les territoires syriens et irakiens et sont des cibles importantes pour les terroristes. Seuls les pays les plus riches (Arabie, Israël, Jordanie dans une moindre mesure), investissent dans des usines de dessalement d'eau de mer très couteuses. Le contrôle des nappes aquifères est aussi un élément clé du conflit israélo-palestinien. Une grande partie des ressources souterraines se situant en territoire palestinien. (changement d'échelle)</p> <p>La banque mondiale estime la demande d'eau à plus de 7 millions de m³ à l'horizon 2040 dont 85% ne pourrait être satisfaite. La perspective d'une pénurie d'eau généralisée a poussé les EAU à financer une recherche sur l'accélération pluviométrique (cad des techniques qui permettent d'arracher des gouttes d'eau aux stratocumulus ! (cf les échos). Un émirati consomme chaque jour 390 l d'eau (250 en France) et le dessalement fourni déjà 99% de l'eau consommée au Qatar , donc ça n'est plus suffisant) et les autorités prennent conscience de leur vulnérabilité. L'Arabie S ne dispose que de 3 jours de réserve en eau + le coût écologique du dessalement).</p>
<p>La question de la diversité culturelle, ethnique et religieuse</p>	<p>1. Une mosaïque de peuples et de religions</p> <p>Le Moyen-Orient est l'espace où les confusions entre ethnie, religion, nationalité et culture prennent leur dimension la plus caricaturale. L'identification de l'arabité à l'islam en particulier est imprégnée fortement chez les occidentaux. De plus, de nombreux discours gouvernementaux font volontairement l'amalgame en décrétant leur culture arabo-musulmane. Il existe trois grandes cultures dont l'influence se fait ressentir dans la région : perse, turque et arabe.</p> <p>* Les peuples arabes peuvent être définis comme des groupes sociaux ayant en commun l'usage de la langue arabe. (arabe = arabophone). De nombreux pays du Moyen-Orient ont l'arabe comme langue officielle ou culturelle, même si des langues locales coexistent. (par exemple le kurde en Irak). Historiquement, l'arabe aurait été le véhicule de la propagation du judaïsme puis du christianisme. C'est aussi dans cette langue que le coran aurait été prêché par la suite, favorisant l'extension rapide de l'islam. L'islamisation a rapidement écarté</p>

de nombreuses langues au profit de l'arabe. (exemple : l'araméen n'est plus parlé que dans quelques villages isolés de Syrie, ponctuellement aussi au sud-est de la Turquie, en Azerbaïdjan et en Iran). C'est donc cette langue et non la religion musulmane qui doit être le critère distinctif de l'arabité (= on peut être arabe et chrétien, juif ...).

- * **Le peuple turc** : il forme depuis 1923 un Etat national. Les turcs sont à l'origine des éleveurs nomades de Mongolie occidentale. Ils se sont répandus au XI^{ème} siècle en Anatolie. Le turc est une langue altaïque. La langue turque a été remodelée par Mustapha Kemal, notamment en effaçant les tournures et mots arabes et persans. L'alphabet latin s'est substitué à l'alphabet arabe. Des minorités turcophones existent : les **azeris** en Iran par exemple.
- * **Les perses** : parlent le persan (**farsi**). Ils vivent en Iran : **Eran** = **pays des aryens** (traduit par pays des iraniens). Le nom de Perse a été utilisé jusqu'en 1934, date à laquelle **Reza Pahlavi** a demandé aux diplomates d'appeler leur pays Iran, comme les iraniens ont toujours appelé leur pays.
- * **Des minorités multiples** : des minorités iraniennes sont présentes dans le Golfe arabo-persique : les **Turkmènes** en Irak et en Syrie, les **nubiens** en Haute-Egypte.
- * Les **kurdes** : ont une langue indo-européenne s'apparentant à l'iranien, avec alphabet arabe. Ils vivent sur un territoire, **le Kurdistan**, qui n'existe pas en tant qu'Etat (sauf un statut spécifique en Irak accordé à la suite de la guerre du Golfe), et est écartelé entre Turquie, Iran, Irak et Syrie. C'est la minorité type résultant des vicissitudes historiques du XX^{ème} siècle : en l'occurrence ici le démantèlement de l'empire ottoman et son partage entre les puissances coloniales au lendemain de la première guerre mondiale. L'identité kurde est très inégalement admise : en Irak une reconnaissance très contrôlée et entrecoupée de répressions, complètement niée en Turquie où il n'existe officiellement que des « turcs des montagnes » + forte répression.

L'islam est la religion dominante dans la région, 366 millions de fidèles. 12 pays du MO abrite une ou plusieurs minorités religieuses qui représentent plus de 10% de leur population. Pour 13 états sur 17 dans la région, une religion d'Etat a été définie (sauf Liban et Syrie). Cependant il existe plusieurs branches de l'islam. De plus, l'islam unifie mais n'efface pas la diversité ! A l'avènement de l'islam il existait des influences religieuses multiples (christianisme, judaïsme, polythéisme) et l'islam a admis la légitimité des religions monothéistes, en l'occurrence le judaïsme et le christianisme. (exemple de la prière du vendredi en l'honneur du calife omeyyade de Damas qui est une « imitation » de la prière des chrétiens d'Orient au basileus).

- * **Les islams** : dès la mort du prophète en 632 des luttes se sont engagées à propos l'orthodoxie = la bonne ligne à suivre.
- **Le sunnisme** = la diversité dans l'unité. suivent la sunna (tradition). **La sunna** = ensemble des paroles, faits et actes du prophète rapportés dans des hadiths. Ils n'estiment pas nécessaire que le calife soit de la famille de Mahomet. Ils suivent non seulement les enseignements du Coran, mais aussi ceux de la Sunna, ensemble de commentaires (**hadith**) sur le Coran et la vie du prophète. Ils considèrent que le **califat** (calife = successeur en arabe) revient aux dynasties victorieuses. Il est majoritaire dans les pays arabes sauf au **Liban, en Irak, au Bahreïn, dans le sultanat d'Oman et au nord du Yémen**. En fait il existe une grande diversité dans le sunnisme, différentes écoles : école **hanafite** qui laisse une place capitale au

jugement personnel, l'école **malékite** qui accorde une confiance absolue au consensus des savants religieux (les oulémas), l'école **chaféite** prédominante en Basse-Egypte mais aussi dans le monde indonésien et malais, l'école **hanbalite** qui est rigoriste et que certains assimilent à un intégrisme. Aujourd'hui les acteurs de la déstabilisation en Irak et en Syrie réunis dans Daesh et dans d'autres groupes djihadistes sunnites (Al Nosra , devenu Fatah al Sham ,ou Khorasan par ex) se réfère au **wahhabisme et au salafisme**, c'est-à-dire à une version fondamentaliste de l'Islam né en Arabie Saoudite (salaf = ancêtre).

- **Le chiisme** : c'est le **schisme** majeur de l'islam. Les chiites, qui dominent en Egypte au 12^{ème}, ne reconnaissent comme califes que le descendant du gendre de Mahomet, **Ali**. Ils n'admettent que l'enseignement du Coran. Ali, cousin et gendre du prophète. Même pratiques religieuses que les sunnites mais deux points de désaccord : ils reconnaissent l'autorité religieuse d'un chef, un imam descendant du prophète et de son gendre. Selon la tradition chiite il n'est pas mort mais a été occulté et reviendra à la fin des temps. Les chiites se considèrent comme des légitimistes face aux « usurpateurs sunnites ». Le chiisme n'échappe pas aux divisions : **duodécimains, ismaéliens, zaïdites**.
 - Certaines branches (sectes) issues du chiisme peuvent être considérées comme des religions à part entière : les **druzes** surtout présents au Liban et en Syrie, **les alaouites** (600000 en Syrie) dont la famille du Président en lutte contre une grande partie du pays, Bachar el Assad. Ne pas confondre avec les Alaouites du Maroc : la dynastie à laquelle appartient le roi actuel Mohammed VI, est celle des descendants du Prophète Mahomet par sa fille Fatima et son cousin et gendre Ali Ibn Abi Talib. Ils sont sunnites.
- * **Les minorités non musulmanes :**
- **Les minorités chrétiennes** : 10M de fidèles environ, en majorité parlent arabe. **Les coptes** en Egypte : usage de la langue copte dans la liturgie, ancienne langue des pharaons. On les trouve notamment au Caire. Les **maronites** : ils sont environ 1M et vivent essentiellement au Liban ; secondairement en Syrie. Ils forment une minorité mais détiennent une grande part du pouvoir économique au Liban. Les **grecs orthodoxes** et les **grecs catholiques** au Liban et en Jordanie et en Syrie ainsi que les syriaques les araméens), Les fidèles de l'église de Mésopotamie : **orthodoxes nestoriens et chaldéens catholiques**. Ce sont les chrétiens d'Irak menacés actuellement par Daesh.
 - **Les Yézidis** aujourd'hui massacrés par Daesh. Ils sont un groupe kurdophone non musulmans, de 300 000 personnes environ en Irak et pratiquent une religion à part, monothéiste et qui est un syncrétisme (un mélange) entre christianisme et islam surtout.

	<p>* <u>Les minorités juives</u> : environ 100000 en Egypte, en Irak, en Syrie ; 50000 au Yémen, 8.5 d'habitants en Israël dont 75% de juifs =</p> <p>Par conséquent la question des lieux saints est essentielle dans les conflits :</p> <p>Les enjeux religieux restent souvent en toile de fond de rivalités territoriales. L'exemple central est celui de Jérusalem, ville sainte des trois monothéismes. Il faut aussi signaler la place particulière de La Mecque, haut-lieu de l'islam mais aussi de la tombe de l'imam Al Hussein ibn Ali en Irak, lieu saint pour les musulmans chiites. La liste des lieux saints au Moyen-Orient pour les trois grandes religions monothéistes est considérable : La Mecque, Médine, Bethléem, Nazareth, Antioche, Hébron ... et même le site de Saint Siméon le stylite Qala'at Saman, à 30 km d'Alep (un ascète chrétien qui est resté 30 ans assis sur une colonne de 30 metres de haut) où fut construite une basilique était un lieu important de pèlerinage, aujourd'hui détruit par l'aviation de Bachar, des russes mais aussi Fatah al Cham (branche d'al qaida en Syrie) qui en a pris le contrôle.</p> <p>Voir l'émission le dessous des cartes : « Jérusalem ville trois fois sainte : http://www.tagtele.com/videos/voir/7472/</p> <p>Cette multiplicité d'appartenance religieuse a débouché sur des tensions et des violences d'abord le fait du terrorisme (C'est l'Irak qui a connu en 2014 le plus grand nombre d'attentats dans lesquels 9.929 personnes sont mortes), mais aussi des massacres confessionnels contre des minorités (chrétiens, chiites, halévis, massacre de Sinjar où 1500 yézidis ont été exterminés par l'EI en aout 2014 et plus de 4000 sont en captivité). Toutefois, on ne peut réduire ces conflits à leur dimension religieuse tant les pesanteurs historiques et les inégalités politiques sont présentes.</p>
<p>La question de la pression démographique et des inégalités de développement</p>	<p>1° <u>Le facteur démographique est aussi très important pour comprendre les tensions régionales</u></p> <p>La population du MO est dans l'ensemble très jeune et en forte croissance, avec une transition démographique très rapide dans tous les Etats de la région (sauf Liban). Cela pose notamment la question des formes du développement économique et de la pression sur les ressources naturelles, notamment l'eau. Le Moyen-Orient est une région du monde qui enregistre un accroissement démographique des plus élevés dans le monde. Par exemple, la population arabe croît à un taux annuel moyen de 3 %, ce qui place le monde arabe parmi les pays ayant le taux de croissance démographique le plus élevé de la planète. En effet, mis à part le Liban, la transition démographique n'est pas encore achevée au Moyen-Orient. Ainsi la population arabe du Moyen-Orient devrait atteindre 279,8 millions en l'an 2025. Des raisons religieuses, politiques, familiales et sociales, ancrées depuis des siècles, expliquent cette croissance démographique effrénée. En effet, certains pays en voie de développement trouvent dans la croissance démographique une arme stratégique de première importance : plus on est nombreux, plus on est puissant (exemple des Palestiniens). D'ailleurs, il existe une opinion assez répandue au Moyen-Orient - amplifiée par les groupes fanatiques musulmans - qui rejette toute idée de</p>

	<p>planning familial comme faisant partie d'un complot international ourdi par les grandes puissances pour affaiblir l'Islam. Les gouvernements ont fait savoir qu'ils voulaient s'attaquer aux problèmes démographiques, mais peu se sont montrés prêts à prendre des mesures radicales, de crainte de heurter les populations en paraissant transgresser les normes sociales traditionnelles. La population du Moyen-Orient est une population très jeune. En effet, la tranche de population de moins de 18 ans représente près de 50 % de la population totale . En Arabie saoudite, par exemple, le taux de fécondité reste supérieur à cinq naissances par femme et, à en juger par des données non officielles, au rythme actuel, les moins de 17 ans représenteront 60 % de la population en 2010. A cause de l'extrême jeunesse de la population, les divers pays de la région trouvent dans cette force une veine inépuisable en ressource humaine mobilisable en temps de guerre. Ainsi, le nombre de libanais susceptibles d'être appelés au service militaire pour les hommes nés entre 1965 et 1975, s'élève à près de 300 000 jeunes, alors que l'armée libanaise ne dépasse pas les 45 000 hommes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cette jeunesse de la population est un enjeu de développement et les inégalités sont un phénomène amplificateur des tensions <p>En 2011, près de 67 millions de personnes vivent au MO avec moins de 2 \$ par jour, soit 17% de la population et le nombre de pauvres s'est accru dans la région depuis la crise financière de 2007. Les défis du développement sont nombreux :</p> <ul style="list-style-type: none"> □ La santé : l'accès aux soins reste difficile : la région ne dispose que de 2.1 lits d'hôpital pour 1000 hab (5.3 dans l'UE), les pays de la région consacrent en moyenne que 8% de leur budget à la santé (17% OCDE) □ L'éducation : 28% de la pop de la région a moins de 15 ans (le plus = Irak/Yémen, le moins = Qatar), donc l'enjeu éducatif est primordial. Il l'est d'autant plus pour les femmes moins scolarisées et qui souffrent plus du chômage. <p>En outre les inégalités de développement sont très marquées selon les pays et à l'intérieur des pays . Les PIB /h sont très élevés au Qatar (74423\$/h, au Koweït (32350\$), en Israël (27085\$) ; à Bahreïn (19641\$) et très faibles en Irak (2626\$),</p>
<p>La question des frontières</p>	<p>Les accords Sykes-Picot sont des accords secrets signés le 16 mai 1916¹, après négociations entre novembre 1915 et mars 1916², entre la France et le Royaume-Uni³ (avec l'aval de l'Empire russe et du royaume d'Italie), prévoyant le partage du Proche-Orient à la fin de la guerre (espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne) en plusieurs zones d'influence au profit de ces puissances, ce qui revenait à dépecer l'Empire ottoman. Ces accords secrets n'ont été finalement révélés au grand public qu'en 1917 dans la presse russe puis GB. Le démantèlement de l'Empire Ottoman après la Première Guerre mondiale s'est fait en vertu du Traité de Sèvres signé le 10 août 1920, qui a imposé des frontières décidées par les puissances étrangères et ont donc été contestées. La France et la Grande Bretagne ont obtenu des mandats de la SDN : la France au Liban et en Syrie, la Grande Bretagne en Irak et en Palestine. Tout cela a provoqué des conflits ultérieurs entre l'Iran et l'Irak, le Koweït, la Syrie et le Liban. Le conflit majeur résulte de la partition de la Palestine en 1947, selon un plan de partage</p>

	<p>décidé par l'ONU qui permet la naissance de l'Etat d'Israël en 1948 sur des terres autrefois occupées par des Palestiniens (voir plus loin dans le cours).</p>
<p>La question de la situation politique des états</p>	<p>Les Etats de la région sont nés des indépendances et ont adopté des régimes politiques différentes qui sont fortement modifiés aujourd'hui</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des « régimes nationalistes et socialistes » issus du baasisme dans les années 1950: <i>Parti de la résurrection arabe et socialiste en arabe, laïc</i> : ou du nassérisme : Egypte / Irak / Syrie (seul subsiste (en partie) en Syrie (république arabe syrienne) avec le régime de Bachar el Assad en guerre. Egypte = nouvelle constitution depuis 2014 = Une République semi présidentielle gouvernée par Abdel Fattah al Sissi. En Irak =république dirigée par le kurde Fouad Massoud mais répartition des pouvoirs entre les communautés • Des pétromonarchies héréditaires : Arabie Saoudite, Bahrein, Emirats arabes Unis, Koweït, Qatar • Une monarchie parlementaire : la Jordanie • Une république théocratique chiite : l'Iran • Une démocratie parlementaire : Israël • Des républiques parlementaires : le Liban , la Turquie <p>Mais l'islam politique a partout pris de la puissance soit sunnite et relativement modéré comme en Turquie, chiite et autoritaire en Iran , Sunnite partout ailleurs avec des tensions entre les gouvernements et les acteurs terroristes djihadistes de la région : l'Etat islamique mais aussi les branches d'Al Qaïda et d'autres sous-groupes tous salafistes. A noter que même l'Arabie Saoudite, berceau du Wahhabisme et donc du Salafisme est en lutte contre ces nouveaux acteurs de l'islam radical salafistes et djihadiste, différent des salafistes quiétistes. Voir le dessous des cartes du 29/8/2020 https://www.youtube.com/watch?v=ipYor2uSpqE</p>

I. Depuis 1948, des conflits nombreux après la naissance d'Israël

JALON 1. Du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien de la création de l'Etat d'Israël à nos jours : tentatives de résolution

A. Deux peuples pour une terre

Israël est un pays récent, né en 1947, qui constitue aujourd'hui 27 000km² avec la Cisjordanie et Gaza, le Golan et Jérusalem-est, c'est-à-dire, une extension maximum, l'équivalent de la Bretagne. Israël compte un peu plus de 9 millions d'habitants (voir carte). Le pays est composé de 74,9% de juifs, 21% d'arabes, de 15% de musulmans, 4,9% de chrétiens et d'autres communautés (les druzes par exemple). En 2018, le nombre d'Arabes et de Juifs est à peu près égal quand on prend en compte la population de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est : il compte alors 6,9 millions de Juifs en Terre sainte et 6,5 millions d'Arabes. La capitale administrative est Tel Aviv même si Le 6 décembre 2017, le président américain D.Trump a annoncé la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et son intention d'y déplacer l'ambassade américaine. Il a été suivi par le Guatemala et le Paraguay (qui a ensuite renoncé, comme le président brésilien Bolsonaro en 2019 (par crainte de nuire aux exportations de viande halal aux pays arabes).

Jérusalem est une ville 3 fois sainte (Mur des lamentations, Mosquée Al Aqsa et Saint Sépulcre). Israël appartient au groupe des pays développés, c'est une longue bande de 400km de long, qui borde la méditerranée orientale, face au désert du Sinaï, au nord de la péninsule arabique, en plein cœur du monde musulman et arabe. Au Nord, le pays est frontalier au Liban, à l'est à la Syrie et à la Jordanie, au sud à l'Egypte.

A l'origine, la Palestine est le berceau du peuple des Sémites parmi lesquels on trouve les Hébreux, les juifs de Palestine. La région a été plusieurs fois envahie (grecs, perses, romains, et musulmans). A chaque fois, certains partent et constituent donc une diaspora, et d'autres restent et se sont notamment convertis à l'Islam. Il est donc impératif de comprendre que les palestiniens constituent au départ un même peuple, séparé seulement par la religion !

La diaspora juive s'est dispersée dès le début du premier millénaire chrétien partout en Europe et a subi une discrimination fréquente (au moyen-âge, on impose aux juifs le port de la rouelle ! et on les cantonne à des métiers liés à l'artisanat ou à l'usure (l'argent). Pendant la grande peste noire de 1348, on les accuse d'avoir empoisonné les puits ! Ils subissent des Pogroms en Europe de l'est. On leur reproche d'avoir tué le christ et ils assument une fonction historique de bouc-émissaire. Ces populations sont souvent regroupées dans des ghettos (Europe) ou Mellah (en terre musulmane).

On distingue trois types de communautés juives :

- les juifs d'Europe : les Askhénazes
- les juifs d'Afrique du nord : les Sépharades
- les juifs nés en Israël (récents et de plus en plus nombreux) : les Sabra

Notons qu'une forte communauté s'est installée aux Etats-Unis pour fuir les persécutions en Europe. La plupart du temps, les populations juives s'intégraient aux pays dans lesquels elles vivaient. Le caractère juif ne désignant qu'une religion et pas une nationalité ! Mais, au 19^{ème} siècle, une idéologie nationaliste juive est née. Il s'agit du Sionisme, développé par un journaliste juif, autrichien : Théodor Herzl, qui

couvre l'affaire **Dreyfus** pour son journal. Il fait le constat de l'impossibilité qu'ont selon lui, les juifs à s'intégrer aux sociétés occidentales et développent l'idée d'un retour en Palestine (le terme sionisme dérive de la colline de Sion qui surplombe Jérusalem). Il faut préciser que la religion hébraïque est très étroitement liée à l'idée d'une Terre Promise à un peuple élu. C'est une religion nationale, non prosélyte. En 1917, cette idée a fait son chemin et les juifs obtiennent des anglais (qui reçoivent en 1920 le mandat sur la Palestine, perdue par l'empire ottoman pendant la 1^{ère} guerre mondiale), un accord pour la « formation d'un foyer national juif », par la **Déclaration de Balfour**. Les problèmes naissent alors car la Palestine est alors occupée majoritairement par des arabes chrétiens et musulmans et l'Angleterre avait cru son autorisation limitée à l'implantation d'un foyer juif et non pas d'un Etat ! (Elle était de plus soucieuse de ne pas froisser ses relations avec les pays arabes, pourvoyeurs de pétrole notamment). Il s'agissait aussi pour les anglais de ne pas laisser les français trop puissants dans la région (au Liban et en Syrie) et de s'y trouver des alliés.

Les Juifs, forts de cette décision, créent **l'Agence Juive**, chargée d'accueillir et d'installer les immigrants. Ces derniers forment une communauté très unie : la **Ychouv** qui se dote d'une armée semi-clandestine, la **Haganah** et d'un groupement terroriste, **l'Irgoun**. Ils se regroupent dans des formes d'exploitation collective : les **Kibboutz**. Avec la montée des persécutions en Allemagne dans les années trente, les candidats à l'immigration progressent mais la Grande-Bretagne en limite le nombre. Des arrivées illégales affluent cependant en Palestine et les heurts avec les arabes se multiplient.

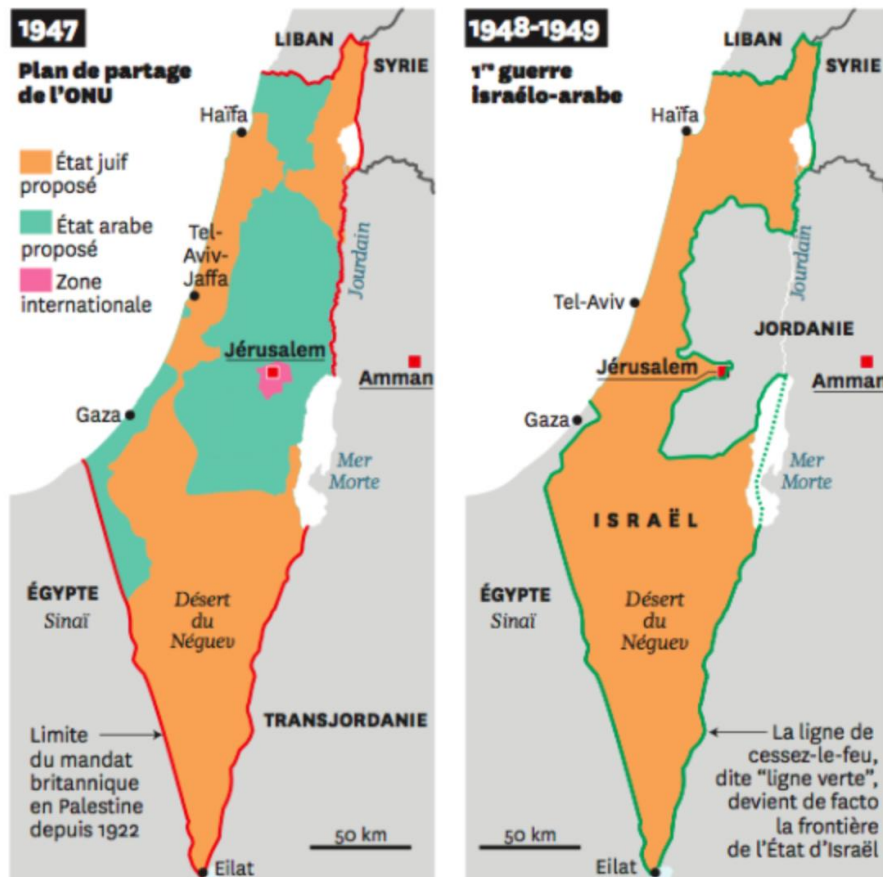
En 1945, après avoir hésité à proposer la création d'un Etat fédéral avec une partie juive et une partie arabe, il fut décidé de créer deux Etats séparés, 55% du territoire irait à l'Etat juif, le reste à l'Etat arabe. En **1947**, devant le traumatisme de l'Holocauste, l'ONU établit un plan de partage (le 29 nov) de la Palestine. Ce plan est rejeté par les arabes qui constituent la **Ligue arabe** au Caire. La création d'Israël était pour une seconde trahison occidentale après la promesse non de les aider à constituer un royaume arabe en échange de leur soutien contre l'Empire ottoman pendant la 1^{ère} guerre mondiale. Ils estimaient que les Européens leur faisaient payer le prix de leurs propres crimes alors que les juifs n'avaient pas été soumis à des persécutions dans l'Empire Ottoman. L'ONU adopta donc la partition de la Palestine et les organisations juives multiplièrent les attentats pour faire partir les troupes britanniques) Exemple de l'attentat de l'hôtel King David : <https://www.dailymotion.com/video/xx6c2s> En même temps, l'opinion mondiale est choquée par l'affaire de **l'Exodus**, où des juifs, dont certains rescapés des camps nazis, sont empêchés de débarquer en Israël, parqués dans des camps sur des îles de la Méditerranée puis ramenés en Allemagne ! <https://www.dailymotion.com/video/x5frhc> Le 14 mai 1948, **David Ben Gourion**, premier président du conseil de l'Etat Israélien, proclame la naissance de l'Etat d'Israel. <https://www.lefigaro.fr/international/2018/05/14/01003-20180514ARTFIG00007-israel-retour-sur-70-ans-d-histoire.php>

<https://happyintlv.net/fr/item/declaration-independance-israel/>

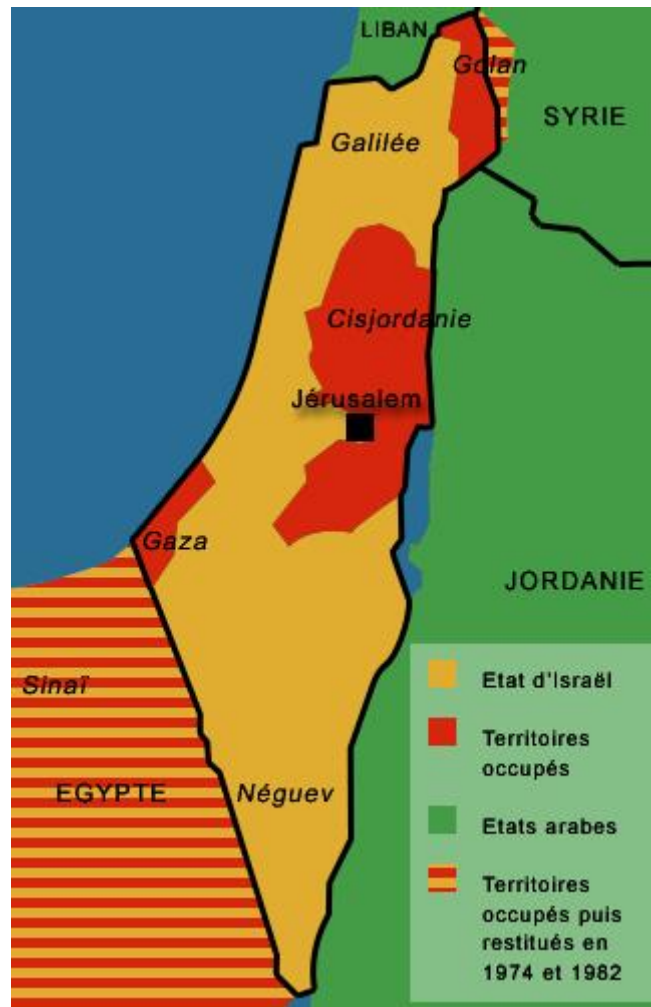
B. Des guerres israélo-arabes...

Le 4 mai 1948, l'Etat d'Israël fut proclamé déclenchant immédiatement la première guerre israélo-arabe 1948-1949 (voir le diaporama d'accompagnement). Elle fut gagnée par **Tsahal** (l'armée israélienne) équipée alors par les tchèques. 600 000 arabes quittèrent de gré ou de force leurs maisons. Le territoire israélien recouvrait alors 78% de l'ancienne Palestine mandataire, la Jordanie s'emparant de la Cis-Jordanie et de Jérusalem-est, l'Egypte de la bande de Gaza mais aucun Etat arabe ne fut créé en Palestine. Pour les palestiniens, cette guerre de 1948 correspond à la **Nakba** (la catastrophe), au drame des réfugiés toujours un point central du conflit. <https://www.franceculture.fr/geopolitique/la-nakba-la-grande-catastrophe-du-peuple-palestinien>

Source : www.courrierinternational.com



- ✚ En 1967, Israël et les pays arabes s'affrontent à nouveau. Cette 3^{ème} guerre est la guerre des 6 jours, qui se déroule du 5 au 10 juin 1967. Elle est déclenchée préventivement par Israël qui invoque l'encerclement arabe et s'estime menacée de destruction par le fait que Nasser ait réoccupé Gaza. Elle s'oppose à l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. En 6 jours, malgré l'union arabe et le prestige de Nasser, qui s'est rapproché de l'URSS, l'armée israélienne foudroie ses ennemis grâce à l'aviation, aux chars et à la mobilisation de toute la population (y compris les femmes). Les 3 capitales sont menacées (**Le Caire, Aman et Damas**) et Israël occupe alors des territoires dont 2 étaient « réservés » aux palestiniens : **Gaza et la Cisjordanie**, plus Jérusalem-est, le plateau du Golan au nord qui appartenait à la Syrie et le désert du Sinaï. L'ONU condamne par la **résolution 242** mais le texte est imprécis sur les territoires à libérer et Israël joue sur cette ambiguïté. Pour le monde arabe c'est une grande défaite, et une humiliation pour Nasser. Les colons juifs s'installent dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-est et créent des villages militaires (**Nahal**). <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/0000000186/la-guerre-des-six-jours.html>. Les palestiniens sont désespérés : où aller ? 1, 2 million d'entre eux se réfugient en Jordanie et obéissent à un gouvernement en exil : l'OLP créée en 1964 et dirigée par Yasser Arafat. **L'OLP** (**l'organisation de Libération de la Palestine**) revendique la création d'un État palestinien et jusqu'aux années 80, la destruction d'Israël. Après la défaite de 1967, l'OLP doit compter sur ses propres forces et comprend qu'il n'y aura pas de solution militaire. Le soutien américain renforce la supériorité de **Tsahal**.



L'OLP se radicalise et a recours au terrorisme surtout à partir de ses implantations en Jordanie. La période connaît la multiplication des détournements d'avion, et l'attentat traumatisant des **JO de Munich en 1972**, où la délégation d'athlètes israélienne est massacrée. (<https://sport.francetvinfo.fr/les-jeux-olympiques/geosport-episode-4-la-priise-dotages-disraeliens-munich-en-1972>)

- ✚ **En septembre 1970, c'est « septembre noir »** : le roi **Hussein de Jordanie** chasse les palestiniens de son territoire pour ne pas être compromis ; ceux-ci se réfugient alors au Liban.
- ✚ **En 1973 : nouvelle guerre, celle du Kippour** : le Youm Kippour est une fête juive, celle du « grand pardon » qui coïncidait cette année-là avec le ramadan. L'Égypte décide d'attaquer Israël pour reprendre le Sinaï, riche en pétrole. L'Égypte a été réorganisée militairement en profondeur, en partie grâce aux soviétiques. L'offensive était très préparée, le jour choisi car il y est interdit de tuer pour un juif. L'armée égyptienne passe par le canal de Suez et envahit Israël au sud. Les israéliens menacent le Caire au nord et du coup le canal de Suez est inutilisable, cela déclenche la crise pétrolière. Les Etats-Unis et l'URSS imposent un cessez-le feu le 11 novembre 1973. La guerre du Kippour en 1973 est aussi à inscrire dans le contexte de la guerre froide. C'est la 4^{ème} guerre israélo-arabe. En effet, après les défaites des guerres de 1948 et 1967 contre Israël, les pays de la Ligue arabe veulent pousser les deux grands à intervenir dans la région et à faire pression sur Israël pour qu'elle restitue les territoires pris après la guerre des 6 jours à l'Égypte notamment. C'est la raison pour laquelle, les pays de l'OPEP vont utiliser le pétrole comme une arme destinée à faire réagir les Etats-Unis et l'URSS, ces derniers ne pouvant accepter la rupture de l'approvisionnement en pétrole.

- ✚ Après la guerre du Kippour, Les Etats-Unis ont fait pression sur l'Egypte et Israël pour trouver une solution pacifique. Cela aboutit en **septembre 1978** à la signature des **Accords de Camp David** par **Anouar el Sadate** président égyptien et **Menahem Begin**, premier ministre israélien, sous l'égide de **J. Carter**.
- ✚ Ces accords prévoient une restitution progressive du Sinaï à l'Egypte et un statut futur d'autonomie pour les palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie au bout de 5 ans. Cet accord n'a jamais été appliqué !
- ✚ **Après 1973**, l'OLP opte pour l'action diplomatique car elle se sent isolée et en position d'infériorité.

On passe alors d'un conflit israélo-Arabe à un conflit israélo-palestinien.

C. Au conflit israélo-palestinien jusqu'à nos jours

Après la guerre du Kippour, la preuve est faite que les deux grands, bien que soutenant des pays différents, ont des intérêts communs qui les conduisent à ne pas souhaiter une déstabilisation trop forte dans la région. En pleine détente, ils sont intervenus pour stopper l'escalade pendant la guerre du Kippour et les Etats-Unis vont profiter du départ de **Nasser** en 1970 et de l'arrivée de **Anouar el Sadate** pour s'engager avec lui dans la « politique des petits pas », souhaitée par **Henry Kissinger** (secrétaire d'Etat de **Richard Nixon**). Ils obtinrent des retraits partiels de **Tsahal** du Sinaï et Sadate, qui doit faire face à une crise économique et un énorme mécontentement populaire décide de se rendre à Jérusalem en **novembre 1977**. Il y prononce un **discours à la Knesset** (parlement israélien) et entame le processus de paix qui aboutira à la signature **des accords de Camp David (aux Etats-Unis)** (p.123) et à la paix séparée avec Israël. https://www.youtube.com/watch?v=Y4T_UeTYL-4. L'Egypte se coupe ainsi d'une grande partie du monde arabe mais bénéficie d'une aide économique massive des Etats-Unis dont il devient un allié, tournant le dos à l'URSS. Anouar el Sadate entame parallèlement une lutte à l'intérieur contre la gauche égyptienne en s'appuyant sur les Frères musulmans largement amnistiés. La situation confessionnelle et politique du pays est très tendue entre musulmans et coptes, entre laïcs et islamistes, entre partisans du pouvoir et communistes, libéraux, nationalistes. **Le 6 octobre 1981** au cours d'un défilé qui célèbre la « victoire » de 1973, un commando armé de 4 hommes se réclamant d'un groupe islamiste clandestin ayant des ramifications dans l'armée, Takfir wal Hijra (« repentir et retraite ») assassine Anouar el Sadate. Ses funérailles se sont faites en présence de nombreux gouvernants occidentaux mais pas d'arabes et peu d'égyptiens. <http://www.ina.fr/video/CAG08006292>

Après l'Egypte, c'est la Jordanie qui signe une paix avec Israël en 1994. Le conflit oppose donc désormais non plus une coalition de pays arabes à l'état hébreu mais des groupes armés palestiniens à l'armée israélienne. Ces affrontements sont asymétriques

En 1982, l'OLP est chassée de Beyrouth par l'armée israélienne au cours de l'opération « **Paix en Galilée** ». Celle-ci se livre à un massacre dans les camps de réfugiés de **Sabra et Chatila**, avec la complicité des milices chrétiennes libanaises : **les Phalanges**. Cet épisode tragique soulève l'indignation mondiale, y compris israélienne et Yasser Arafat exige la protection de son peuple par une force

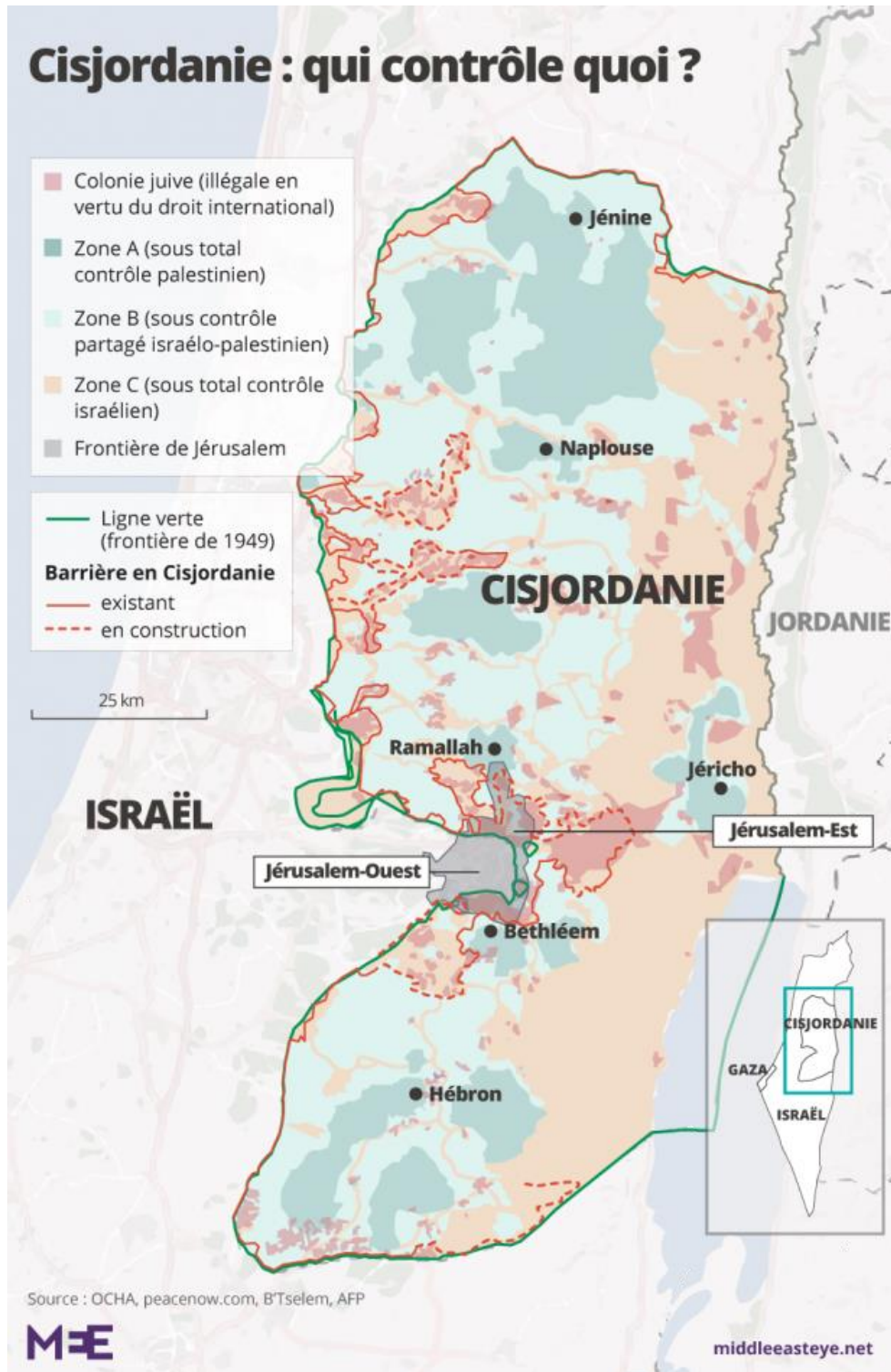
multinationale. Israël est désavouée et à la fin des années 80, l'OLP bénéficie d'une reconnaissance internationale. <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000197/massacre-des-palestiniens-dans-les-camps-de-sabra-et-chatila.html>

- ✚ En décembre 1987, la jeunesse des territoires occupés et sous-développés économiquement inaugure la guerre des pierres contre l'armée d'Israël : **l'intifada**. Les télévisions du monde entier filment des jeunes garçons mourant sous les balles de l'armée d'occupation. <https://www.youtube.com/watch?v=zvX6cWgzyI>
- ✚ Avec la fin de la guerre froide, les USA, seule force mondiale, envisagent de s'engager dans la naissance d'un processus de paix : **les années 90 ont pu faire croire à un possible règlement du conflit**.
- ✚ L'idée d'un Etat palestinien qui correspondrait à peu près aux territoires occupés fait son chemin et dès 1991, des discussions s'engagent entre Israël et les Palestiniens sous l'égide des USA. **Pendant la guerre du golfe**, l'OLP fait l'erreur stratégique de soutenir l'Irak ce qui le coupe des occidentaux et d'une grande partie des monarchies arabes. Le processus de paix prend du retard.
- ✚ **En 1993 : les Accords d'Oslo** aboutissent à la reconnaissance mutuelle des deux parties, symbolisée par la poignée de main célèbre entre **Yasser Arafat et Yitzhak Rabin**, « soudée » par Bill Clinton.



- ✚ Ces accords établissent un processus sur 5 ans qui doit conduire à une cession partielle des territoires occupés à **l'Autorité palestinienne présidée par Arafat**, élu en 1996, dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la santé, des affaires sociales. Les articles appelant à la destruction d'Israël sont éliminés de la charte de l'OLP. https://www.youtube.com/watch?v=PQA8cJ_1J2w Les palestiniens obtiennent **22%** du

territoire prévu initialement découpés en zones complexes majoritairement encore contrôlées par Israël.



✚ Mais, ce processus de paix est très fragile :

- Des oppositions aux accords continuent à se manifester dans les deux camps : le **Hamas**, courant extrémiste palestinien multiplie les attentats et conteste l'autorité d'Arafat et l'extrême droite juive, le **Likoud**, est hostile à la paix et continue de soutenir les implantations de colons juifs dans les territoires occupés !
- En nov 1995 : Y.Rabin est assassiné par un extrémiste juif à Tel Aviv.

- C'est **Benyamin Netanyahou**, du **likoud** qui succède à Rabin et qui revient sur le processus de paix
- **Le 16 mai 1999** : **Ehoud Barak**, candidat travailliste l'emporte sur la droite et soulève de nouveaux espoirs. Un accord est reprononcé entre Arafat et Barak à **Charm el Cheik** en septembre 1999.
- En septembre 2000 : la visite **d'Ariel Sharon**, militaire de droite, très hostile à la paix, sur l'esplanade des Mosquées (points de tension à Jérusalem), est vécue comme une provocation et génère de violents affrontements qui s'étendent à Gaza et en CisJordanie, **la 2^{ème} intifada** !

Aujourd'hui la situation est très difficile. La société israélienne a porté successivement au pouvoir des membres du Likoud puis des membres du centre droit favorables à la **colonisation** de la Cisjordanie et de la séparation, voire pour certains, de l'expulsion des palestiniens. La stratégie de construction du Mur entreprise il y a une dizaine d'années est un outil d'annexion d'une partie des territoires palestiniens avec un minimum d'habitants arabes. **Le mur** dépasse de 200 ou 300 km les frontières de 1967, s'étire sur 800km de long et 10 m de haut. Il est en béton en ville et constitué de barbelés et de lames de rasoirs en campagne. Il a permis à Israël de contrôler des réserves en terres et en eau, cruciales pour le pays. Des dizaines de milliers d'arbres ont pu être « intégrés » au territoire israélien, 35000 m de tuyaux d'irrigation, 11400 ares de terres agricoles, 31 puits qui fournissent 4,3 millions de m³ par an. L'essentiel de l'approvisionnement en eau provient des territoires palestiniens. Jérusalem est entourée par ce mur et le but est d'en faire une ville israélienne et une route de dérivation relie les colons entre eux, encercle et isole des villages palestiniens (67 villages et villes et 210 000 personnes au moins).

En outre, par les colonies, l'Etat Israélien s'est approprié plus de 65% des terres disponibles en CisJordanie et la colonisation n'a jamais cessé. Il y a environ aujourd'hui 600 000 colons des russes récemment arrivés ou des religieux ultranationalistes représentés à la **Knesset** (parlement israélien) qui alimentent des tensions avec des groupes violents comme « les jeunes des collines » qui attaquent régulièrement les paysans palestiniens. Les colonies sont reliées entre elles par 26 routes de contournement que seuls les israéliens ont le droit d'emprunter. Aujourd'hui plusieurs milliers de constructions de logements ont été autorisés en Cisjordanie et à Jérusalem Est par le gouvernement de Benyamin Netanyahou pour limiter la présence palestinienne à Jérusalem et pour gagner la « guerre des berceaux ». Le processus de paix est au point mort. L'Autorité palestinienne dirigée par **Mahmoud Abbas** dénonce ces décisions mais est très impuissant et la situation s'est aggravée avec l'arrivée de **Donald Trump** qui a annoncé en 2017 le transfert de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem et soutient la politique de colonisation de B Netanyahou malgré les difficultés judiciaires et électorales de ce dernier. La question de la colonisation de toute la Cis Jordanie est en discussion et jamais les espoirs de paix n'ont paru aussi lointains.

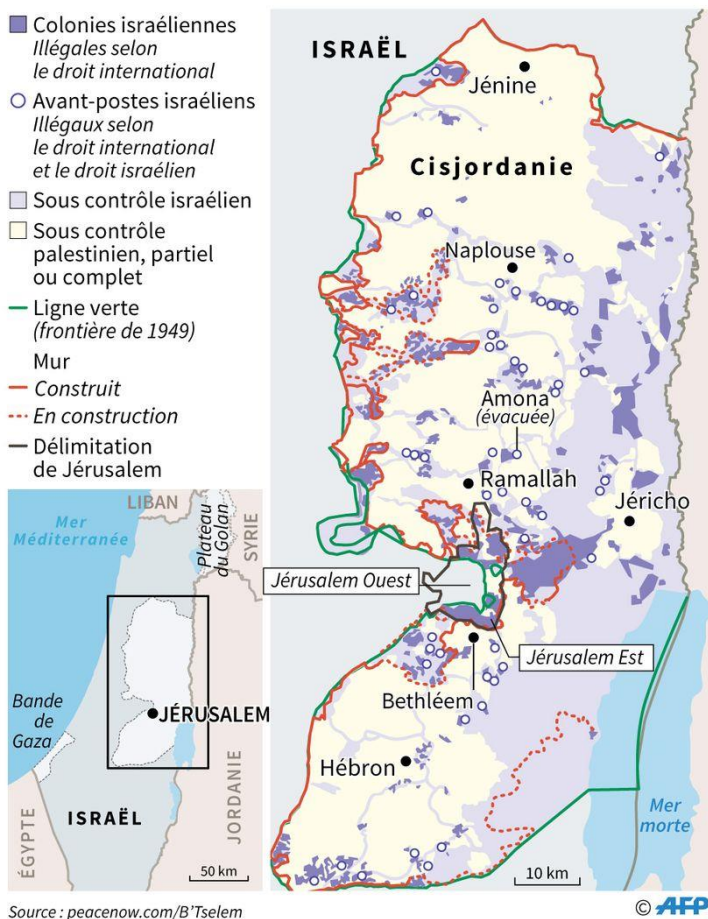
A Gaza, le mouvement islamiste radical du **Hamas**, proche du **Hezbollah** libanais soutenu par l'Iran, a gagné les élections en 2007 et a poursuivi des tirs de roquette sur les villages israéliens voisins. Les colonies israéliennes avaient été démantelées en 2005 à Gaza même. L'autorité palestinienne en cisjordanie, issue du **Fatah** et héritière de **Yasser Arafat** ne contrôle plus la bande de Gaza et est en conflit avec le Hamas. Depuis l'hiver 2008/2009, Israël a lancé plusieurs opérations militaires

d'envergure pour décapiter le Hamas à Gaza soumise à un blocus et les gazaouis sont parmi les peuples les plus pauvres du monde.

Ce conflit dure depuis plus de 70 ans et les acteurs internationaux ont échoué à le faire cesser et l'ont même aggravé notamment à cause de l'ingérence américaine et son soutien à Israël. Le monde arabe a abandonné les palestiniens qui subissent aujourd'hui la lente disparition de toute possibilité d'Etat viable organisée méthodiquement par la colonisation israélienne désormais plus considérée comme illégale par les Etats-Unis au regard du droit international.

Avec la guerre du Golfe qui a éclaté en Aout 1990 suite à l'occupation du Koweït par l'Irak, les yeux ont commencé à détourner de la Palestine qui est devenue progressivement, une question marginalisée au Moyen-Orient. Les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre d'Irak de 2003, puis, les « printemps arabes » de 2011 et les guerres en Syrie, au Yémen ont éclipsé la question palestinienne. Les palestiniens semblent voués à disparaître géographiquement et politiquement et le « plan de paix » appelé « deal du siècle » présenté début 2020 par Donald Trump et Benjamin Netanyahu parachève cela avec la reconnaissance des annexions passées et à venir, en dépit du droit international

Les colonies en Cisjordanie



RESSOURCES VIDEOS POUR ALLER PLUS LOIN

<https://www.youtube.com/watch?v=X1r8tG4mra8> Expliquez moi le conflit israélo-palestinien

<https://www.youtube.com/watch?v=qGKRasIZMWg> cartes sur table

https://www.youtube.com/watch?v=4m10_kkbte0 Comprendre le conflit par les cartes

<https://www.youtube.com/watch?v=GR44614AHC4> Sur la colonisation

<https://www.youtube.com/watch?v=cEOd8ePVRtM> Sur Jérusalem

<https://www.youtube.com/watch?v=fk7QtPeSB3E> retour sur l'histoire longue du conflit

<https://www.dailymotion.com/video/x1e7uf> Jérusalem une ville 3 fois sainte

LE CONFLIT ISRAELO PALESTINIEN AU CINEMA ET DANS LES SERIES

✓ LES SERIES

- ✚ Une excellente récente série « Our boys »
- ✚ Fauda
- ✚ Hatufim

✓ CONSEILS CINEMATOGRAPHIQUES :

le cinéma palestinien et israélien est vivant et de qualité et rend souvent très bien compte du quotidien sur place.

- *Vas, vis et deviens* (1984) :
- *Valse avec Bachir!* Une animation à partir du traumatisme de Sabra et Chatila raconté par un soldat de Tsahal
- *Les citronniers* : de Heran Riklis (où une femme palestinienne confrontée au passage du mur dans sa plantation se bat avec une alliée israélienne inattendue)
- *Iron Wall* de Mohammed Alatar : qui donne la parole a une association palestinienne d'agriculteurs, de militants pour la paix, de soldats israéliens, et montre que la construction du mur compromet de fait les chances d'instaurer un Etat palestinien viable
- *Le désengagement* d'Amos Gitai (sur le démantèlement des colonies à Gaza)
- *The Bubble film de 2003, franco-israélien* : Trois jeunes Israéliens, Noam, disquaire, Yali, gérant de café, et Lulu, vendeuse dans une boutique de produits de beauté, partagent un appartement dans un quartier branché de Tel-Aviv, symbole de cette "bulle", surnom donné à la ville.

Dans ce cocon quasi déconnecté de la réalité des territoires et des conflits politiques qui agitent le pays, ils mènent une existence tout à fait ordinaire, préférant se concentrer sur leur vie amoureuse.

Leur quotidien va pourtant être bouleversé par l'arrivée d'Ashraf, un Palestinien dont Noam tombe amoureux lors d'un incident au Check Point de Naplouse.

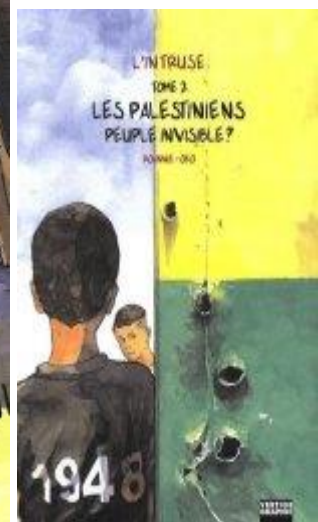
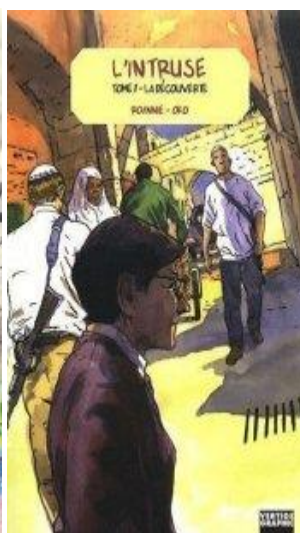
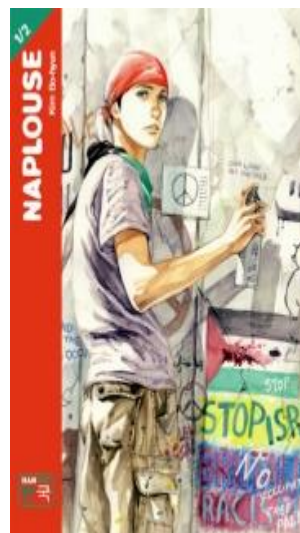
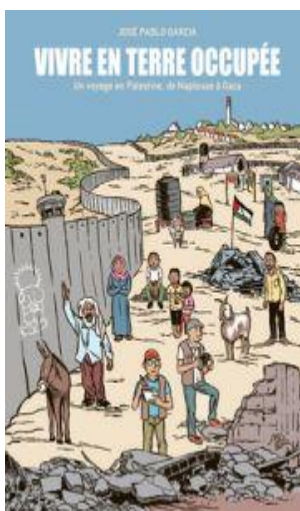
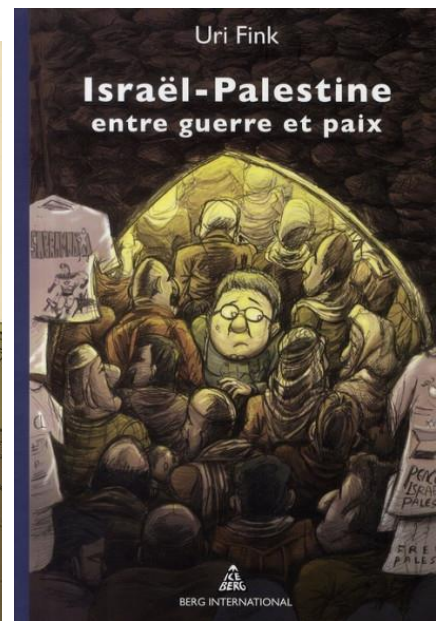
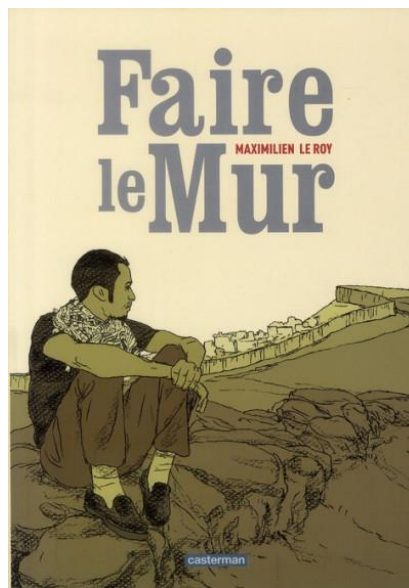
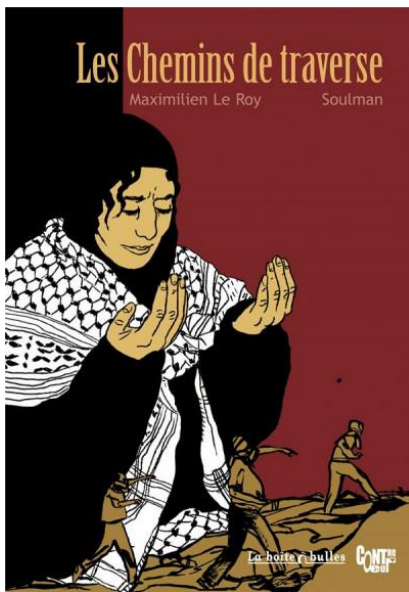
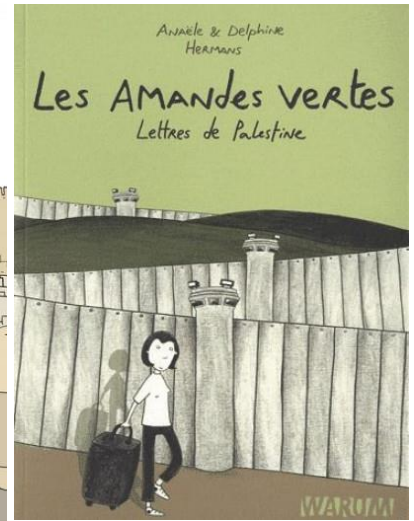
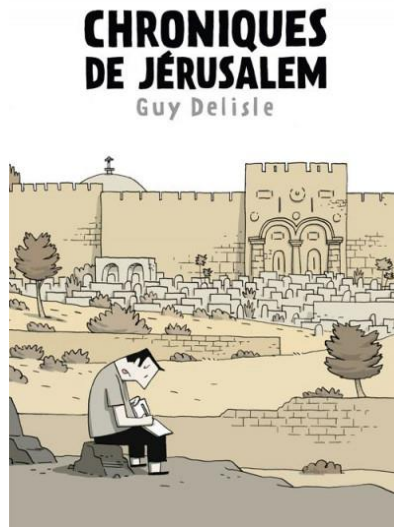
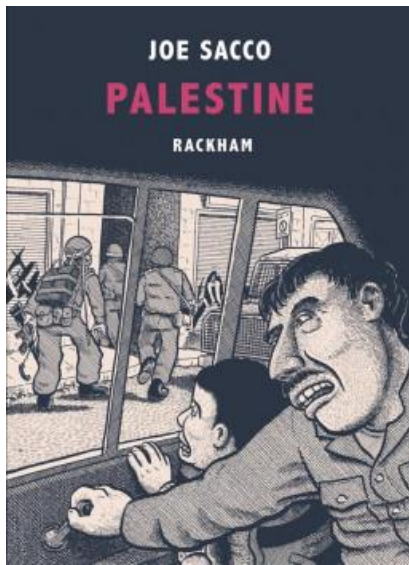
- *Intervention divine* d'Elia Suleiman : un Palestinien vivant à Jérusalem, est amoureux d'une Palestinienne de Ramallah.

- **Munich (2005) ; De S.Spielberg sur l'attentat contre les athlètes israéliens aux jeux olympiques de Munich**
- **Paradise now** : est un film palestinien, français, allemand, néerlandais réalisé par Hany Abu-Assad sorti en 2005. Deux jeunes Palestiniens vivant à Naplouse, Saïd et Khaled, sont choisis pour commettre un double attentat-suicide à Tel Aviv. Mais au moment de traverser la limite entre Israël et la Cisjordanie, une patrouille israélienne les surprend et les font se séparer. Les deux hommes se retrouvent seuls et se cherchent mutuellement. Le doute s'installe en eux. La violence est elle la seule solution pour leur combat ?
- **Le cochon de Gaza (2011)** (une fable drôle réalisée par des franco-belges pour traiter du sujet)
- **Et maintenant on va où ?** (2011), Film français de Nadine Labaki. Sur le chemin qui mène au cimetière du village, une procession de femmes en noir affronte la chaleur du soleil, serrant contre elles les photos de leurs époux, leurs pères ou leurs fils. Certaines portent le voile, d'autres une croix, mais toutes partagent le même deuil, conséquence d'une guerre funeste et inutile. Arrivé à l'entrée du cimetière, le cortège se sépare en deux : l'un musulman, l'autre chrétien.
- **Le fils de l'autre** : Film français (2012) de Lorraine Levy. Alors qu'il s'apprête à intégrer l'armée israélienne pour effectuer son service militaire, Joseph découvre qu'il n'est pas le fils biologique de ses parents et qu'il a été échangé à la naissance avec Yacine, l'enfant d'une famille palestinienne de Cisjordanie. La vie de ces deux familles est brutalement bouleversée par cette révélation qui les oblige à reconsidérer leurs identités respectives, leurs valeurs et leurs convictions.
- **Gaza-strophe, Palestine** (de Samir Abdallah et Khéridine Mabrouk, 2011)
- **Bethléem** : un thriller écrit par un Palestinien et un israélien
- **Wardi** : un film d'animation : Wardi, c'est l'histoire d'une petite-fille de onze ans, qui vit dans un camp de réfugiés palestiniens au Liban. Wardi, c'est l'histoire d'un conflit qui dure depuis plus de 70 ans. Wardi, c'est aussi l'histoire d'une collaboration entre un réalisateur norvégien et un studio d'animation de la Drôme. Un long-métrage poignant sorti en 2019.

✓ LES EMISSIONS RADIO A REECOUTER

- Une liste sur France Culture <https://www.franceculture.fr/theme/conflit-israelo-palestinien>
- Une liste sur France Inter <https://www.franceinter.fr/theme/conflit-israelo-palestinien>

✓ DES BD SUR LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN : une sélection



EXERCICES SUR LE JALON 1.

- Faire une frise chronologique avec les principales étapes du conflit israélo-palestinien
- Réaliser des biographies sur :
 - ✓ Théodor Herzl
 - ✓ David Ben Gourion
 - ✓ Yitzhak Rabin
 - ✓ Ariel Sharon
 - ✓ Benyamin Netanyahou
 - ✓ Yasser Arafat
 - ✓ Mahmoud Abbas
 - ✓ Leïla Shahid
- Faire une fiche synthétique sur les principaux mouvements et partis israéliens (en les classant gauche/droite/centre/religieux) et palestiniens
 - ✓ Le Likoud
 - ✓ Le parti travailliste israélien
 - ✓ Kadima
 - ✓ Yachad
 - ✓ Israel Beytenou
 - ✓ Le Shaas
 - ✓ Mafdal
 - ✓ Hadash
 - ✓ Balad
 - ✓ Liste arabe Unie
 - ✓ L'OLP et ses différentes composantes
 - ✓ Le Hamas
- Regarder les vidéos indiquées en lien dans le cours
- Lire les documents et répondre aux questions p.142/143, 144/145, 146/147

JALON 2. Les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique.

I. Le Moyen-Orient : un espace investi par le jeu des puissances régionales et internationales

A. Des conflictualités à toutes les échelles

Les conflits armés qui se sont déroulés entre 1948 et les années 1990 ont été essentiellement des **conflits interétatiques**, faisant s'affronter des armées régulières et ayant pour enjeu des territoires, des contrôles de frontières (et donc de ressources) : guerres israélo-arabes (1948, 1967, 1973), guerre Iran/Irak, Guerre du Golfe (1990/1991). Les fondements de ces conflits sont locaux et régionaux mais impliquent des acteurs extérieurs, internationaux qui interviennent de façon différente. Cela peut varier depuis le vote de **résolutions** par l'ONU pour faire respecter (pas toujours avec succès), les règles du droit international, jusqu'à l'intervention militaire directe sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU comme lors de la Guerre du Golfe entre 1990 et 1991. Lors des conflits israélo-arabes ce sont les Etats voisins d'Israël, membres de **la Ligue arabe** qui s'y sont affrontés. Pour autant, les grandes puissances ont été parties prenantes dans la plupart de ces conflits : soit en soutien direct (France et Grande Bretagne pendant la crise de Suez en 1956 en soutien à Israël), soit par l'organisation de négociations et les pressions diplomatiques (Les Etats-Unis ont été les artisans de la paix entre Israël et l'Egypte en 1978 (rôle majeur du président Jimmy Carter dans **les accords de Camp David**, moyennant aide financière importante à l'Egypte), ou encore la coalition internationale contre Saddam Hussein lors de la **guerre du Golfe** (comprenant de très nombreux pays arabes).

La guerre du Golfe (1990-1991) est un exemple type de conflit interétatique impliquant des acteurs à toutes les échelles. Cette guerre succède à 8 ans d'affrontement armé entre l'Irak et l'Iran entre 1980 et 1988. L'Irak gouverné par le **baassiste** Saddam Hussein était alors soutenu par les occidentaux qui cherchaient à affaiblir l'Iran depuis la révolution islamique de 1979. L'Irak avait vu dans cette guerre contre son voisin l'opportunité de mettre la main sur la région du **Chott-al-arab**, frontalière et riche en pétrole en plus de l'affaiblir. Ce dernier est convaincu d'avoir mené la guerre au nom de la « Nation arabe » contre « l'ennemi perse ». Les deux pays sont sortis exsangues de cette guerre qui a fait environ 800 000 morts. Saddam Hussein n'ayant pas obtenu de **l'OPEP** l'autorisation d'exploiter davantage de puits de pétrole, ce dernier prit la décision d'envahir **le Koweït** voisin dans la nuit du 2 août 1990 et de proclamer la fusion du Koweït et de l'Irak le 8 août. Cette invasion est immédiatement condamnée par la communauté internationale et le Conseil de Sécurité est immédiatement saisi et il adopte le 6 août la **résolution 661** sur le boycott des activités militaires, financières et commerciales avec l'Irak. Les Etats-Unis obtiennent de leur allié saoudien qu'ils acceptent le déploiement de soldats américains et l'utilisation de base sur leur territoire. En effet depuis 1945 un « **Pacte** » dit « **du Quincy** » a été conclu entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite qui, en échange de la protection du royaume par la première puissance mondiale laisse à cette dernière l'accès à des réserves pétrolières. Ce pacte a été renouvelé en 2005 sous Georges W Bush.

Cette coalition armée conduite par les Etats-Unis est constituée de 940 000 hommes et rassemble 34 pays. Saddam Hussein refuse toutes les médiations, tentant d'utiliser le levier de « **la guerre sainte** »

et de faire un lien avec le conflit israélo-palestinien ce qui n'empêchera pas de nombreux pays arabes de participer à la coalition contre lui.

La résolution 678 du Conseil de sécurité autorise le recours à la force le 29 novembre 1990 si l'Irak n'évacue pas le Koweït avant le 15 janvier 1991. Le 16, l'opération « **desert storm** » (tempête du désert) est lancée. Toutes les infrastructures logistiques et les centres névralgiques du pays sont détruites et le 2 mars l'Irak est contraint d'accepter le cessez-le-feu après avoir tiré quelques **scuds** sur Israël sans réelle efficacité. Le Koweït retrouve sa souveraineté, l'Irak est en situation de très grande faiblesse même si Saddam Hussein reste à la tête du régime.

Cette guerre du Golfe est donc un **conflit inter-étatique** régional dont l'issue a été provoquée par l'intervention d'une coalition internationale mais elle souligne aussi le rôle prédominant des Etats-Unis du point de vue militaire (535 000 soldats sur les 940 000 engagés), diplomatique et technologique. L'URSS en fin de vie n'avait pas utilisé son **droit de véto**, la puissance américaine était alors en position de force pour affirmer son **leader ship** dans la région.

Faire les exercices p. 148 à 153

B. Le poids des Etats-Unis et l'impuissance de l'ONU

Dans les années 1990, à la fin de la guerre froide, les Etats-Unis alliés aux monarchies du Golfe se sont imposés comme les artisans des équilibres au Moyen-Orient jusqu'à développer une stratégie impériale dans la région qui s'est épanouie avec **la guerre en Irak de 2003**. Cette guerre a été l'aboutissement d'un appauvrissement du pays commencé avec **l'embargo** reconductible décidé après la Guerre du Golfe. En 1991 la résolution 688 de l'ONU avait matérialisé la scission ethnique de l'Irak par l'instauration de deux zones d'exclusion aérienne (coté kurde et coté chiïte) et le régime irakien, toujours dirigé par **Saddam Hussein** fut contraint de financer le dédommagement des dégâts causés lors de la guerre du Golfe ainsi que l'entretien des missions de l'ONU présentes sur le territoire irakien. Sous **Bill Clinton**, président démocrate, les tensions se ravivent entre Bagdad et Washington, et la décision d'en finir avec le régime irakien semble avoir été prise en 1998 et le soutien aux opposants de Saddam Hussein se renforce. Sous **George W Bush**, président républicain, la question de la menace irakienne est réactivée par un discours dans lequel le président américain inscrit l'Irak dans « **l'axe du mal** » aux côtés de l'Iran et de la Corée du Nord, tous qualifiés de « **rogues states** » (Etats voyous) et accusés de soutenir **Ben Laden**, à l'origine des attentats du **11 septembre 2001**. Après avoir déclenché une guerre en **Afghanistan en 2001**, les Etats-Unis affichent alors leur détermination à désarmer l'Irak et GW Bush exhorta Saddam Hussein à détruire ses armes de destruction massive. L'acceptation par l'Irak d'un retour des inspecteurs de l'ONU sur son sol n'a pas empêché Washington de multiplier ses menaces à l'encontre de Bagdad. En mars, le président américain imposa à Saddam Hussein et ses deux fils de quitter l'Irak dans un délai de 24h sous peine d'intervention militaire, **ultimatum** rejeté par le président irakien bien sûr. Le 20 mars, Bagdad a été touchée par les premiers bombardements américains même si la majorité des gouvernements étaient hostiles à la guerre ainsi que les opinions publiques qui manifestèrent dans de nombreuses capitales du monde, le 15 février 2003.

Cette guerre était illégale, lancée sans le feu vert de l'ONU, **unilatérale et préventive**, ne recueillant l'adhésion que de 4 pays sur 15 au Conseil de sécurité (Etats-Unis, Royaume-Uni, Espagne et Bulgarie). La France par la voix de son ministre des affaires étrangères, **Dominique de Villepin** a exprimé son désaccord à l'ONU dans un discours marquant. En deux semaines les forces terrestres occidentales ont atteint les abords de Bagdad malgré des poches de résistance. Le régime irakien tombe, Saddam Hussein se cache et est arrêté puis exécuté en 2006 (pendu un jour de l'Aïd, cela marquera les opinions dans le monde musulman).

Les ambitions stratégiques étasunienne ont donc présidé au sort de l'Irak mais au-delà, d'une grande partie de la région et de l'ordre international sans que l'ONU ne parvienne à faire respecter le droit international. Cette guerre en Irak a été le moyen d'entretenir **leur leadership** et une façon de les repositionner militairement en multipliant les installations de leurs bases dans les Emirats au détriment d'une Arabie Saoudite, toujours alliée mais dont la population affiche l'opposition à la présence des américains sur le sol de la terre sainte pour les musulmans (c'est d'ailleurs l'un des arguments utilisés par Al Qaïda contre le régime saoudien). En outre, les destructions des infrastructures irakiennes appelaient des contrats juteux de reconstruction pour l'industrie américaine décidés par la puissance occupante. Enfin, contrôler l'Irak c'était contrôler 10% des réserves du monde et peser davantage dans **l'OPEP**.

Pourtant le bilan est aussi très négatif : ce fut une guerre impopulaire même chez les alliés de Washington, dont le coût a été très élevé en vie et en argent qui se solde par une perte de crédibilité pour les Etats-Unis et un enlèvement militaire qui a déstabilisé toute la région et laissé l'Iran grand gagnant de cette séquence dans un Moyen-Orient en feu d'où l'Etat irakien disparaît au profit d'affrontements communautaires.

Les causes de la situation du Moyen-Orient actuelle sont à chercher en grande partie dans la séquence historique des années 1990 et du début du XXIème siècle dans laquelle les Etats-Unis ont joué un rôle majeur. A ce titre, la Guerre d'Irak constitue bien un tournant dans l'histoire des conflits de la région

C. Depuis le début des années 2000 : des conflits asymétriques de plus en plus enchevêtrés et complexes

En 2011, les rues du monde arabe se soulèvent contre les régimes en place souvent corrompus, autoritaires et incapables de répondre aux aspirations d'une population jeune et sans avenir. Issus des indépendances, la plupart de ces régimes, différents dans leurs héritages politiques partagent les mêmes travers : pas de base sociale, népotisme, autoritarisme, poids de la police politique et des « espions » (**les « moukhabarats »**), corruption. Ces régimes sont pour la plupart soutenus par les puissances occidentales qui privilégient la stabilité garantie par des gouvernements forts et donc la préservation de leurs intérêts, plutôt que la démocratie au Moyen-Orient. Si la révolte prend sa source en Tunisie elle s'étend ensuite à la Libye, l'Egypte puis la Syrie, le Yémen et même Bahreïn est concerné. Ce soulèvement citoyen et pacifique en Syrie se transforme en guerre civile qui oppose le président **Bachar al Assad**, soutenu par l'Iran et la Russie à divers groupes rebelles dont certains sont alimentés par des organisations islamistes jihadistes parfois soutenues par des grandes familles saoudiennes ou qatariennes. Le président Assad a professionnalisé la guerre et à partir de 2014/2015 le chaos syrien s'étend à l'Irak provoquant une situation d'une extrême complexité et un enchevêtrement des acteurs à toutes les échelles (locale, régionale, internationale). Le conflit irako-syrien est devenu un symbole de l'impuissance de l'ONU et de la communauté internationale de garantir la paix dans la région.

Aujourd'hui le régime d'Assad a été sauvé grâce aux Russes qui toutefois ne lui accordent que peu de confiance mais qui en ont besoin pour continuer à s'assurer un accès aux mers chaudes et à leurs bases

militaires dans les ports méditerranéens de **Lattaquié** et de **Tartous**. Donald Trump a décrété le retrait des soldats américains et les kurdes combattent seuls à **Idlib**.

Aujourd'hui l'avenir de la Syrie et de l'Irak semble se décider sans les occidentaux, et les présidents Turc, russe et iranien prennent en main les négociations sur l'avenir du pays mais pas nécessairement plus. Trump est revenu à un **isolationnisme** pré-electoral et Vladimir Poutine sait ce que la guerre en Syrie a apporté à son prestige en Russie mais aussi ce qu'elle a coûté à son pays.

Israël et les Emirats arabes unis ont signé un accord le 13 août 2020 qui doit amener à une normalisation de leur relations mais jusqu'à quel point ?

La Turquie au début de l'été 2020 semblait un candidat sérieux au statut de puissance régionale : envoi de troupes spéciales en Irak, inflexible sur les kurdes en Syrie, montrant les muscles à la Grèce en méditerranée et soutient des réseaux très actifs proches des **Frères musulmans** pour exercer une diplomatie religieuse. Pourtant la Turquie qui développait une politique extérieure de « zéro problème avec les voisins » compte désormais dans son environnement stratégique « zéro voisin sans problème », elle reste en outre alliée d'Israël, candidate pour entrer dans l'UE et membre de **l'OTAN** donc un peu ambivalente dans ses orientations.

Les protestations populaires de 2011 n'ont rien obtenu et au Liban , en Irak, la rue s'exprime à nouveau dans des « **Hirak** » (mouvements) qui bouleversent les logiques politiques traditionnelles. L'avenir nous dira si le Moyen-Orient parvient à entrer dans une nouvelle phase de son histoire.

ANNEXE : LA GUERRE EN SYRIE : POUR APPROFONDIR

➤ La Syrie :

❖ ***Petit retour sur l'histoire de la naissance de Daesh et de la proclamation du califat par (pas nécessaire de l'apprendre mais pas inutile à savoir (📖))***

Les forces de Daesh tentent en ce début de 21^{ème} siècle de revivifier, réactiver, un califat en Irak et en Syrie, établissant ainsi ce qu'ils considèrent être une monarchie universelle islamique telle qu'elle a été pensée depuis son émergence en Arabie au VII^{ème} siècle pour répondre aux besoins temporels et spirituels de la communauté musulmane naissante après la disparition du prophète. Khalifa = successeur / lieutenant. Cette forme de « cité de Dieu », qui a historiquement disparue en 1924 en même temps que l'Empire Ottoman a laissé des traces profondes dans la mémoire collective musulmane, nourrissant à la fois la fiction de l'Unité et de la puissance. Cette idéalisation est d'ailleurs au fondement de la théologie et du droit musulman, censée empêcher **la fitna**, la guerre au cœur de l'islam, hantise des oulémas (les savants). A la fin du 18^{ème} siècle un grand courant réformiste avait développé l'idée de s'approprier le modèle politique européen et de faire du califat, une monarchie constitutionnelle qui reposait sur un Etat de droit démocratique qui a fait long feu et disparu avec les conséquences de la Première Guerre mondiale. Avec l'apparition de l'islamisme et des Frères Musulmans, la volonté de ressusciter l'Age d'or (rêvé) de l'Islam passe désormais par une seule communauté (**la Umma**), une seule loi (**la Charia**) un seul parti (**les Frères Musulmans**) et un seul chef (**le Calife**). Une partie radicale considère que le combat acharné contre les régimes musulmans et les forces occidentales permettra de rétablir une monarchie universelle islamique. C'est le tournant du **djihadisme**, appuyé sur le double contexte de l'essor du wahhabisme et de l'impérialisme américain qui renforce cette vision du califat. Aujourd'hui les deux forces contemporaines du terrorisme, **Al Qaïda et Daesh**, s'inscrivent dans cet héritage. Il est donc intéressant de revenir sur les étapes de la restauration du califat à l'Etat embryonnaire en 2006 (EI en Irak), puis le 29 juin 2014 avec la cérémonie officielle et le grand discours d'Abou Bakr al-Baghdadi dans la grande Mossoul, pressentie pour être le centre du monde musulman. Cette volonté de restaurer le califat est issue en grande partie des critiques émises dans le milieu jihadiste concernant la stratégie des leaders d'Al Qaïda : **Ben Laden et Ayman al Zawahiri** et qui proposent de chasser les occidentaux des territoires musulmans, de renverser les régimes en place, les frontières coloniales et de restaurer le califat. Après l'invasion de l'Afghanistan en 2001, puis de l'Irak en 2003, le nombre de publications sur le sujet s'accroît dont l'opuscule de **Abu Bakr Nâjî (pseudo d'un djihadiste égyptien)** intitulé « **de l'administration de la Sauvagerie : l'étape la plus critique que franchira la communauté des croyants** », rédigé entre 2002 et 2004.

Cet ouvrage connut un succès considérable : il fait la synthèse des écrits des principaux idéologues djihadistes mais aussi des stratèges européens et extrême orientaux et d'Amérique centrale. Il y est développé que le seul moyen de recréer le califat est la lutte armée et que tout processus de construction étatique repose sur une violence originelle. Il y est préconisé de s'inspirer sans scrupule de l'art de la guerre et du savoir administratif des occidentaux. Pour l'auteur du traité, le prérequis de

départ est : le retrait américain de la région et l'effondrement de plusieurs régimes locaux (comme ce qui s'était passé en Afghanistan) qui permettrait au mouvement djihadiste de s'emparer du pouvoir et de mettre fin aux frontières coloniales. On voit bien que la rupture avec Al Qaida tient à la volonté de **reterritorialiser le projet politique**, tout en proposant une stratégie globale : agir local, penser global ☺. Il préconise aux djihadistes d'identifier des espaces géographiques difficiles, des espaces politiques fragiles et de les sanctuariser (il n'envisage pas alors la Syrie ni l'Irak ni la Lybie ni le Sinai) mais indique que ces territoires pourraient évoluer en fonction des circonstances.

Une fois implanté, l'auteur définit 3 étapes pour parvenir à la restitution du Califat :

- La première étape : appelée « **démoralisation et épuisement** » qui consiste à affaiblir moralement et matériellement l'ennemi par des attaques spectaculaires et des attentats surprises (en Arabie S, en Europe, Au Koweït, en Tunisie) qui sont l'occasion de recruter, former des combattants et communiquer en utilisant la terreur
- La deuxième étape appelée « **l'administration de la sauvagerie** » est la plus importante. Il s'agit de profiter de la chute de régimes arabes pour reconstituer l'unité de la Umma en recourant à trois moyens :

- ✓ La violence extrême : en terrorisant les ennemis et les populations soumises et il sera donc licite d'employer les massacres, la décapitation, la crucifixion, la flagellation, l'amputation, le bâcher, la lapidation, le viol
- ✓ La bonne gestion des régions soumises : assurer la sécurité, la nourriture, la santé, la justice et l'enseignement : autrement dit, créer une structure étatique qui devra faire appliquer la charia et de montrer que le chaos est dépassé
- ✓ La propagande devra montrer les qualités de cette gouvernance

- La troisième étape est la proclamation du califat par le groupe le plus méritant qui devra chercher à fédérer autour de lui qui est censée créer une dynamique qui amènera à l'âge d'or de l'islam.

C'est ce qui va guider le jordanien, qaidiste **Abou Moussab al -Zarqaoui**, réfugié dans le nord de l'Irak en 2002. Il y crée une « plate forme », un camp d'entraînement pour des combattants de diverses nationalités. Cet « ancien étudiant médiocre et grassouillet » Ahmad Fadhil de son vrai nom, qui arrête l'école très tôt, tel qu'il est décrit dans le magazine *The New York Review of Books*. Tatoué, alcoolique, drogué et proxénète, il est envoyé par sa mère dans un camp islamiste et part combattre en Afghanistan. Pendant près de dix ans, il participe à la guerre civile afghane, organise des attentats en Jordanie, y fait de la prison, avant de fonder un camp d'entraînement avec l'aide d'Al-Qaïda, à Hérat, en Afghanistan. Le rôle d'Ahmad Fadhil, renommé Abou Moussab al-Zarqaoui de son nom de djihadiste (en référence à sa ville natale, Zarqa), surprend les spécialistes car rien ne l'y prédisposait. Ben Laden et ses compagnons méprisaient le terroriste jordanien. Le chef d'Al-Qaïda voyait notamment d'un mauvais œil ses tatouages, interdits dans la religion musulmane. Les auteurs expliquent que "Zarqaoui était vu comme une brute qui se donnait un genre". La barbarie d'Ahmad Fadhil au début de la guerre d'Irak choque à travers le monde et même au sein de son entourage. Sa décapitation d'un civil américain en 2004 et ses meurtres d'enfants irakiens déplaisent même à certains membres d'Al-Qaïda. Finalement, il n'aura pas servi ses condisciples et sera considéré comme une personne irrationnelle dont la culture est inadaptée aux principes d'Al-Qaïda. Mort en 2006, tué par des frappes aériennes

américaines, il laissera derrière lui un projet d'un Etat terroriste autonome, trouvant sa matrice dans les fractures de la guerre en Irak et donnant naissance à l'Etat islamique. Il s'est malgré tout enraciné sur le territoire irakien à la faveur de l'occupation américaine mais sera tué dans un raid américain en 2006. En octobre 2006, ses compagnons annoncent la naissance d'un Etat islamique d'Irak (Dawlat al-'Irâq al-islâmiyya) et l'un des leurs **Abou Omar al-Baghdadi** qui prétend être descendant du prophète, est proclamé imam et commandeur des croyants. Cet Etat islamique réussit à contrôler une grande partie du territoire irakien, surtout les zones sunnites mais il était impopulaire et vulnérable et a subi plusieurs revers à partir de 2008, notamment l'exécution de son chef Abou Omar al-Baghdadi en 2010. **Abou Bakr al Baghdadi** lui succède et a profité de l'opportunité du retrait des troupes américaines d'Irak en 2011 et des soulèvements du printemps arabe, pour prospérer. Les troupes djihadistes conquièrent alors des terres en Irak et en Syrie. L'EI devient Daesh en avril 2013 et rompt tout lien organique avec Al Qaida. Désormais Daesh répand le **wahhabisme** et soumet tout ce qui résiste. Il s'agit de fonder un système renouvelé, autoritaire, homogène qui repose sur une alliance entre stratocratie (armée) et hiérocration (clergé). Abou Bakr al-Baghdadi et ses conseillers décident de ressusciter le califat et il prononce un discours le **29 juin 2014 dans la grande mosquée de Mossoul**, habillé tout en noir, comme les califes Abbassides dans lequel il réactive des tournures réthoriques très connues du public parce très présentes dans l'espace audiovisuel arabe depuis les années 1990. Il rappelle l'importance du respect de la charia qui ne peut être possible que grâce à la puissance coercitive de l'Etat, le « glaive des combattants de la foi » et exige obéissance des croyants à qui il promet la domination universelle. Il exhorte ensuite dans un enregistrement audio à la poursuite du djihad et appelle à détruire, le sécularisme, la démocratie, le nationalisme et à renverser les régimes des pays musulmans puis à soumettre le monde entier. Dans le même temps il encourage les fidèles à réaliser **l'Hijra (l'exode)** et à faire le choix du califat alors que les frontières coloniales entre l'Irak et la Syrie sont abolies. Cette proclamation unilatérale ne fait pas l'unanimité chez les musulmans du point de vue moral, politique et même théologique (même al Qaida remet en cause le califat). Quoiqu'il en soit, profitant du chaos, et d'une communication efficace agitant l'apocalypse et structurée par des médias « modernes » (la revue Dabiq, des vidéos dignes d'Hollywood, des réseaux sociaux (Al Baghdadi est appelé **le calife twitter**)), daesh parvient à attirer des combattants du monde entier et à contrôler un territoire à cheval sur la Syrie et l'Irak, riche en pétrole et en matière première agricole lui assurant des revenus. Ses chefs sont irakiens, anciens baasistes (certains font apparaître un certain continuum de la violence entre les deux groupes) qui a profité de la « réislamisation » de l'Irak sous embargo (campagne de renforcement de la foi lancée par Saddam Hussein en 1993. Les combattants entre 50 000 et 100 000 sont répartis entre la Syrie et l'Irak (et aujourd'hui se projettent en Libye, en Afrique subsaharienne et en Europe et en Asie), dont 30000 étrangers.

❖ Pourquoi le conflit syrien est-il si complexe ?

Au printemps 2011, le mur de la peur tombe en Syrie, le 15 mars à Deraa à la frontière jordanienne, pourtant bastion du Baas, des manifestations pacifistes se multiplient en Syrie et le régime annonce quelques mesures sociales et à l'égard des kurdes mais réprime à balles réelles les marches de civils. Le **21 mai** : la famille de Hamza Al-Khatib, un adolescent de 13 ans, récupère son corps mutilé par les forces armées, qu'une vidéo postée sur Youtube montre. Les autorités nient avoir torturé Hamza, qui serait, selon elles, mort lors d'un échange de tirs avec des "bandes armées". Qu'importe, Hamza devient le symbole de la révolte syrienne. Au départ, mouvement pacifique d'un peuple qui demande la démocratie, le régime de Bachar el Assad va tout faire pour transformer ce mouvement populaire en guerre civile et confessionnelle, et la Syrie va devenir le théâtre de conflictualités multiples, mouvantes, au gré du rapport de force militaire et des alliances sur le terrain. Les grandes puissances régionales et mondiales interviennent dans ce conflit qui dure depuis 9 ans et qui s'est lu à l'échelle mondiale avant que les grandes puissances ne se retirent du terrain syrien depuis 2019.

Pour plus de lisibilité nous procéderons en deux temps : d'abord nous proposerons une typologie des acteurs engagés aux côtés et contre le régime puis examinerons les territoires contrôlés avant de tenter un bilan humain et matériel.

❖ **Commençons par les forces qui combattaient aux côtés du régime de Bachar el Assad :**

Précisons d'emblée que l'armée syrienne officielle a été amputée d'environ la moitié de ses membres en raison des combats et des défections (150 000 hommes environ) et qu'elle a été soutenue par au moins 5 groupes armés.

- ✓ **Les forces de défense nationale (FDN)**. Elles étaient composées de groupes paramilitaires, de comités populaires, et des milices (**les fameux chabihha**) fondés par Hafez el Assad et fondus dans les FDN. **Les chabihha** (littéralement les fantômes, tueurs sauvages bodybuildés) qui terrorisent la population. L'histoire des chabihha se confond avec celle de la famille Assad, au pouvoir depuis 1970. À l'époque, ce sont des voyous spécialisés dans le racket et le trafic de drogue. Issus principalement de la **communauté alaouite**, comme le clan Assad, les chabiha jouissent d'une impunité quasi totale. L'invasion du Liban par la Syrie, en 1976, permet à ces malfrats de monter en grade, en développant leurs activités de contrebande. Leur nom, issu de leur modèle de voiture préféré, la Mercedes type S fantôme, vient de l'arabe « chabah », « fantôme », « chabiha » au pluriel. Au fil du soulèvement, le rôle des chabiha a évolué. Ils se sont transformés en une redoutable milice. Deux missions leur sont confiées. **Terroriser la population civile sunnite et mener des opérations de nettoyage ethnique**. Ce nettoyage, l'armée évite d'y participer. Très largement sunnites, les soldats de l'armée régulière ont été écartés des tâches les plus ingrates par peur des défections. Le sale boulot a été confié aux miliciens alaouites. Les chabiha étaient payés une fortune, 100 dollars par jour. Le salaire moyen en Syrie se situe aux environs de 300 dollars par mois. Certains d'entre eux ont à peine 15 ans. Les

miliciens seraient dirigés par Ghandi Assad et Mouhamed Ismael, proches du général Hafez Makhoulf, vice-directeur de la Sûreté d'État et cousin germain de Bachar al-Assad. La célèbre famille Makhoulf assurerait aussi une partie des salaires des chabihis mais des brouilles semblent être intervenues entre le clan Assad et les Makhoulf. On estime à environ 100 000 les miliciens engagés dans les rangs du FDN (forces de défense nationale). À l'origine chargés de la surveillance et de la défense du voisinage, ils ont été responsables de patrouilles, de tenues des check-points et sécurisaient les lignes d'approvisionnement et étaient opérationnels dans tout le pays. Ils coordonnaient leurs actions avec l'armée gouvernementale syrienne et étaient soutenus par les combattants du **Hezbollah**. Il faut préciser que le régime de Bachar a tué pendant cette guerre au moins **8 fois plus de civils syriens** que Daesh et que la brutalité de ce régime est connue notamment par ce qu'on appelle « l'opération César ». Il s'agit d'un photographe de la police militaire chargé de prendre des clichés des corps de manifestants et des prisonniers exécutés dès le début de la révolte et de constituer des fiches, une documentation macabre. César a envisagé de déserter mais fut convaincu par un de ses amis de rester pour collecter les preuves contre le régime dans l'espoir d'un procès futur. Il a accepté de ne pas fuir et a copié sur une clé usb, clandestinement 28707 clichés qui représentent 6786 détenus suppliciés dans les prisons du centre de Damas (à 50 m du lycée français), qui ont été authentifiés par une commission d'enquête financée par le FBI et le Qatar. Ces photos du « dossier César » ont fait le tour du monde. Il a été exfiltré de Syrie à l'été 2013. La Syrie n'étant pas signataire du traité qui fonde la cour pénale internationale il faut une résolution de l'ONU pour le fonder et les russes ont mis leur veto. Le régime a utilisé aussi les armes chimiques contre sa population (le gaz sarin) en mai 2013. Un activiste révolutionnaire (Ibrahim) a réuni des preuves mais l'ONU ne peut les intégrer car ce sont celles d'un simple civil. Il faut signaler que malgré la souffrance les syriens font preuve d'une grande maturité et se sont formés à la collecte de preuves et à la façon d'authentifier leurs documents (filment toujours à 306 degrés pour prouver où ils sont par ex) On peut faire référence au fabuleux film « Pour Sama » de Waad al-Kateab et Edward Watts , sorti en 2019 . <https://www.telerama.fr/cinema/pourquoi-il-faut-voir-le-dechirant-pour-sama,-journal-dune-mere-syrienne,n6488227.php>



- ✓ Le même travail est fait par un canadien qui a collecté 600 000 documents issus du régime. Pour Daesh Mohamed de Deir el Zhor organise une collecte sur les massacres. Ce fut un travail très dangereux qui a reposé sur des informateurs.

- ✓ **Le Hezbollah libanais** (littéralement le « Parti de Dieu ») : dirigés par le leader libanais chiite, **Hassan Nasrallah**, ils sont environ 8000 toujours engagés en Syrie et justifient leur présence par la nécessité de protéger la frontière est du Liban (le Qalamoun) qui donne directement accès à la capitale syrienne. Ils sont désormais présents à différents endroits du pays et on sait qu'ils ont joué un rôle majeur dans de nombreuses batailles. Il coordonne ses actions avec l'armée de Bachar et **les pasdaran** iraniens, et sont soutenus par l'Iran et la Russie et 3000 combattants de l'ethnie Hazaras, chiites afghans, étaient présents à Deraa avec eux (Dans le sud).
 - ✓ **Les pasdaran iraniens** (gardiens de la Révolution). Ils sont dirigés par le chef de la **Brigade al-Qods** (nom arabe de Jérusalem), force d'élite chargée des opérations extérieures des gardiens de la révolution (pasdaran) , L'Iran a envoyé des centaines de commandants et conseillers militaires à Damas dès le début 2012. Il y aurait eu plus de 7000 combattants iraniens + des chiites irakiens dont certains toujours présents. Ils cherchent à sécuriser les routes stratégiques d'approvisionnement en armes. Beaucoup pensent que les pasdaran imposent la stratégie militaire à Assad. Les civils syriens les redoutent beaucoup.
 - ✓ **Les milices chiïtes irakiennes**
Elles sont environ une quinzaine depuis 2013 même si beaucoup ont du repartir en 2015 défendre Bagdad ou des lieux saint irakiens menacés par daesh, et luttent aux cotés de l'armée régulière d'Assad. On estime qu'ils étaient entre 20000 et 25000 présents en Syrie. Elles étaient présentes dans la banlieue de Damas, dans le nord mais étaient aussi chargées de « missions spéciales » un peu partout et étaient financées par des donateurs privés, des commerçants...
- ❖ **Les principaux groupes armés opposés au régime de Bachar el Assad**
- **Le front Fatah al Cham (ancien Al Nosra)** devenu Hayat Tahrir al-Cham en 2017 après une fusion avec d'autres groupes: il était dirigé par Abou Mohamad al Joulani, de Deir el Zhor (à l'est), qui a étudié la médecine à Damas , membre d'Al Qaïda et a fondé à sa demande, en aout 2011, une branche syrienne pour combattre le régime. Il a réuni beaucoup de djihadistes syriens libérés par Bachar el Assad en avril 2011 pour faire dégénérer la protestation populaire en guerre civile et religieuse. Il était l'un des plus importants groupes rebelles de la guerre civile. Cette organisation salafiste jihadiste s'est ralliée en 2013 à Al-Qaïda et est entrée en conflit avec Daesh, salafiste jihadiste aussi ! en 2014 en rejetant le califat. C'était le groupe djihadiste le plus puissant de Syrie après Daesh. Il recrutait aussi des étrangers mais avait un agenda plutôt syrien et faisait de la chute de Bachar la priorité de sa stratégie. Soutenus par l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Turquie, ses effectifs ont été estimés à 10000 hommes majoritairement syrien. Fatah al Cham a bénéficié de missiles antichar BGM-71 TOW américains. Ces armes ont été prises aux rebelles modérés du Mouvement Hazm (le mouvement de la « fermeté », alliance syrienne modérée anti djihadiste contre le régime de Bachar, a été prise d'assaut le 28 février 2015 et tout l'arsenal livré par les États-Unis au Mouvement Hazm est tombé aux mains des djihadistes. Il se battaient donc à la fois contre les pro-Assad et contre Daesh. Ils perpétuaient des attentats, des prises d'otages même s'ils cherchaient à se démarquer de Daesh aux yeux des occidentaux. Ils se sont alliés à d'autres groupes jihadistes en fonction des objectifs stratégiques car aujourd'hui ces groupes sont souvent limités à des quartiers , des régions et menés par des chefs locaux.

- **L'Armée syrienne libre** regroupait en 2015 environ 70 factions. **MAIS**, la situation est très complexe et ont été sont très affaiblis ! Selon l'universitaire Thomas Pierret : « Le problème est que la situation est très variable d'une région à l'autre : dans certaines zones, l'ASL est une coquille vide, dans d'autres, comme à Damas, elle est structurée et serait sûrement en capacité de prendre la main si la situation le permettait ». Beaucoup disent que « L'ASL n'est plus qu'un nom. Certaines katibas [unités de combattants] s'en revendiquent, mais cela ne veut pas dire qu'elles suivent l'état-major. [...] les groupes, même sous la bannière de l'ASL, font ce que bon leur chante. En outre, beaucoup d'entre eux quittent publiquement ou non l'ASL pour rallier les groupes dits islamistes » qui les nourrissent et les payent et aussi parce qu'ils sont mieux armés. Pour Frédéric Pichon, chercheur et spécialiste de la Syrie, l'ASL n'existe pas et a toujours entretenu des liens étroits avec salafistes et djihadistes. Il précise qu'elle collabore également avec **Al Qaïda**.
- **Daesh** : il est difficile de connaître le nombre exact de combattants avant que la situation militaire de défaite ne provoque des départs, des désertions. On estime qu'ils ont été entre 50 000 et 100 000 répartis entre l'Irak et la Syrie, et dans leurs rangs 30 000 étrangers selon les services de renseignement américains. Leur stratégie était double : ancrage territorial en soumettant les populations par la terreur au Califat et en réorganisant le quotidien : fiscalité, équipement, justice etc et en payant des groupes armés ET en même temps projection à l'extérieur de brigades souvent composés d'européens contre leur propre continent considéré comme « un ventre mou » fragilisé où le **choc des civilisations** peut et doit se mener (cf attentats). La force de conviction de Daesh reposait aussi sur sa propagande très organisée, moderne, utilisant les réseaux sociaux et les techniques du cinéma et mobilisant des croyances qui place la Syrie au cœur d'une tradition apocalyptique remise au goût du jour. La diffusion massive de l'idée de « **la fin des temps** » est essentielle dans l'appareillage doctrinaire des djihadistes mais c'est aussi un ressort que l'on trouve chez des auteurs chrétiens. Quoiqu'il en soit, les cadres de Daesh (qui étaient en Irak pour l'essentiel) mobilisaient de puissantes émotions pour faire fonctionner leur projet totalitaire et le pays de Cham (Cham désigne à la fois la Syrie et Damas) est le lieu qui apparaît dans de nombreuses prophéties comme ceux des batailles de la fin des temps, ou aura lieu le retour de l'antéchrist. C'est notamment le cas de **Dabiq** et de **A'amaq** (au nord est d'Alep). Dabiq était aussi le nom du magazine en ligne de Daesh. On trouve ces prophéties dans « le livre des discordes » écrit au 8^{ème} siècle par Nuaym Ibn Hammad qui est devenu populaire après l'invasion de l'Irak par les américains en 2003, comme d'autres auteurs millénaristes. Le net est truffé des citations de cet auteur et chaque « martyr » tombé en Syrie est censé accéder à un privilège particulier (en plus des 70 vierges du paradis) c'est celle de sauver 70 vies en plus de la sienne le jour du Jugement dernier. C'est une croyance très puissante d'autant qu'elle s'adresse aussi aux femmes. Du coup la rupture familiale qui accompagne l'enrôlement dans le djihadisme est atténuée et justifiée par son contraire. JP Filiu explique dans son blog qu'on « rompt pour sauver, on se déchire pour racheter ». Ce mythe des « 70 rachats » est au cœur de ce djihadisme.

Par ailleurs l'organisation soumettait les recrues à des cours de **takfirisme (excommunication)**, + entraînement militaire, pieds nus, peu à manger, très difficile pendant 15 jours (voir l'excellent reportage, « paroles de déserteurs »). Les décapitations se faisaient au couteau mal aiguisé pour faire souffrir. Sur la route entre Raqqa et Abukaman (vers la frontière irakienne), 2/3 têtes décapitées

étaient placées tous les km. Mise en scène d'enfants bourreaux, à la fois réalité et piège médiatique. Les enfants étaient au cœur de la propagande (12 enfants mis en scène entre août 2015 et février 2016, dont des français). Le message qu'ils souhaitaient passer « la relève est prête quelque soient les bombardements », une société guerrière, inscrite dans le temps long est en construction. Gros défi à relever : la réinsertion de ces enfants en cas de retour à la paix. Il y aurait eu en outre 78 mineurs français sur le front irako-syrien et parmi eux une vingtaine de combattants. Attention aussi au piège médiatique : Daesh utilise les codes du trash hollywoodien et met en scène des enfants tueurs en vidéo est une manière d'occuper encore davantage l'espace médiatique et de surexister même en dépit de défaites militaires et de travailler à la projection sur l'extérieur. Les cartes d'identités mentionnaient la région, la section, un nom de guerre et un statut : soldat, fonctionnaire, femme de martyr.. Le système était basé sur l'autorité absolue de l'émir et en contre partie pour les combattants : 1000\$ par mois pour un étranger, 100\$ pour un syrien + 1 maison + aide alimentaire / gaz / électricité Ces moyens ont toutefois beaucoup diminués à partir de 2016 et des défaites militaires. Les banques ont été pillées, zaqat (aumône) obligatoire, arrestation et récitation du Coran . Espionnage omniprésent entre les membres. Après les batailles les blessés étaient abandonnés ou achevés et les corps jetés aux chiens pour ne plus être identifiables. Les déserteurs étaient très surveillés, un groupe de marocains a été exterminé parce qu'ils voulaient rentrer. C'est l'ASL qui exfiltrait et obtenait des témoignages et des documents via les portables. Les prisonniers djihadistes faits par les kurdes sont aujourd'hui soit en fuite, soit dans des camps tenus par les Kurdes du PYD.

Les années 2016 et 2017 ont été marquées par des revers militaires pour Daesh et par une reprise de puissance des forces du régime grâce aux russes surtout.

❖ Les forces non islamistes sunnites

- ✓ **Les Kurdes syriens rassemblés dans le PYD** (parti de l'union démocratique), et les Unités de protection du peuple sont la branche armée. Ils sont entre 35000 et 60000 combattants dont 40% de femmes + volontaires étrangères et avaient créé les « forces démocratiques syriennes » une coordination arabo-kurde comprenant plusieurs milices. Ils revendiquent une région autonome kurde en Syrie et combattaient l'Etat syrien (même si neutre au début du conflit) et Daesh et ils contrôlaient le kurdistan syrien aujourd'hui attaqué par la Turquie. Kobané a été libérée de Daesh au début 2015 avec le soutien des kurdes irakiens, les peshmergas et les kurdes turcs du PKK.

La question des kurdes est cependant plus complexe que ce que les médias main-stream nous montrent, exaltant souvent avec lyrisme la combativité des bataillons notamment féminins face à Daesh. Il faut cependant rappeler quelques éléments d'histoire pour bien comprendre que les kurdes ont joué dans ce conflit leur propre partie. Rappelons notamment qu'Abdallah Ocalan chef du PKK était réfugié en Syrie sous la protection de Hafez el Assad et de ses services de renseignement (**les moukhabarates**) de 1984 à 1998 et que les kurdes assuraient en échange des tâches de police supplétives ayant même leurs propres prisons au nord en zone kurde (jabal Akrad, au nord-ouest d'Alep) et ses privilèges à l'égard des kurdes ont été confirmés en 2011 par Bachar pour diviser le mouvement révolutionnaire en utilisant le PKK qui a fait campagne contre le Conseil National Syrien en 2012. D'autre part la coopération entre russes et kurdes est ancienne

et **Poutine** s'est appuyé sur eux notamment pour boucler les quartiers révolutionnaires d'Alep en 2015.

Néanmoins les kurdes ont effectivement sauvé **les yezidis d'Irak** menacés d'extermination par Daesh, en remportant la **bataille du Sinjar** à l'été 2014. Ils ont aussi combattu efficacement à Kobane, mais ont été fortement soutenus par les bombardements massifs américains ce qui n'a jamais été le cas pour les révolutionnaires syriens. Les kurdes sont mal perçus par la population syrienne. Les groupes kurdes ne sont pas favorables aux révolutionnaires syriens et sont indifférents au sort d'Assad, ce qu'ils veulent c'est la recomposition des frontières syriennes et obtenir un territoire. Toutefois depuis le retrait des américains les kurdes ont été laissés seuls face au régime syrien et la Turquie qui a déclenché des offensives militaires contre eux aux frontières syriennes en 2020.

- ✓ **L'Etat de la coalition arabo occidentale** : La **coalition arabo-occidentale en Irak et en Syrie**, aussi appelée **coalition contre l'État islamique** ou **coalition anti-EI**, a été formée en 2014 afin d'intervenir militairement contre l'État islamique et les autres groupes jihadistes en Irak et en Syrie. Elle est intervenue à partir d'août 2014, et rassemblait vingt-deux pays, puis 47 . Ces interventions militaires, principalement aériennes et américaines, visaient à contrer l'expansion des djihadistes salafistes de l'État islamique qui ont conquis durant l'année les villes de Rakka, Falloujah, Mossoul, ou encore Tikrit. Cette coalition dirigée par les États-Unis rassemblait les principales armées européennes, l'Australie, le Canada, l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Qatar, Bahreïn et les Émirats arabes unis..

Mais à partir de septembre 2015, profitant de la prudence d'Obama , la Russie a mené parallèlement sa propre intervention pour éradiquer Daesh et tous les opposants à Bachar el Assad en bombardant des civils aussi notamment lors de la reprise d' Alep qui s'est achevée en décembre 2016.

Aujourd'hui le régime d'Assad a été sauvé grâce aux Russes qui toutefois ne lui accordent que peu de confiance mais qui en ont besoin pour continuer à s'assurer un accès aux mers chaudes et à leurs bases militaires dans les ports méditerranéens de Lattaquié et de Tartous. Donald Trump a décrété le retrait des soldats américains et les kurdes combattent seuls à Idlib. L'heure est à la reconstruction dans un pays brisé, « libanisé » qui doit relever des défis majeurs.

L'IRAK : Ou en est-on ?

L'Irak est un état failli, totalement disloqué depuis l'invasion américaine de 2003, traversé par des guerres civiles et soumis à un très haut niveau de violence qui s'accompagne d'un essor marqué de la corruption, du terrorisme et d'un effondrement économique. L'Iran intervient

directement en Irak au travers les **pasdarans**, gardiens de la Révolution iraniens qui s'affrontent à des groupes sunnites plus ou moins directement reliés à **Al Qaïda et Daesh**. L'Iran entretient des milices chiites très présentes. Les américains ont transmis le pouvoir aux chiites, provoquant un grand mécontentement chez les irakiens sunnites. L'ancien pouvoir de Saddam Hussein, lui-même sunnite mais à la tête du parti **Baas Irakien**, en théorie laïc, avait unifié par la dictature les différentes confessions qui aujourd'hui s'affrontent mais davantage pour des raisons politiques que religieuses. Les années 2019 et 2020 ont connu des manifestations très importantes, un soulèvement des populations « **le Hirak** » (= mouvement en arabe) qui protestait contre la situation du pays, 60% de la population a moins de 25 ans et 40% est au chômage, le système éducatif est totalement délabré, la corruption chez les politiques très répandue, le niveau de vie est très bas, le pays est fracturé entre tribus, clans, confession. Ces manifestations ont été très violemment réprimées, les tensions s'accroissent dans le même temps entre les Etats-Unis et le gouvernement irakien (frappes ciblées des américains contre des cibles du Hezbollah irakien et frappes du Hezbollah (de l'Iran) sur des cibles américaines. En janvier 2020, un drone américain tue le général iranien Qassem Soleimani près de l'aéroport de Bagdad et l'Iran promet une vengeance. Le premier ministre irakien démissionne et Mustafa al-Kadhimi est le nouveau Premier ministre de la République d'Irak, mais les manifestations ont continué dans tout le pays malgré un bilan humain très lourd : 600 morts, 17 000 blessés, des centaines de personnes kidnappées. Le mouvement est porté par la jeunesse, les intellectuels qui souhaitent former une nation au-delà des confessions. Dans le même temps, les membres de Daesh continuent d'être présents en Irak malgré la mort **d'Al Bagdhadi** tué par un bombardement en octobre 2019. Le nouveau chef est aussi irakien **Abou Omar al Turkmani** (un turkmène né à Tal Afar à 70 km de Mossoul) qui a joué un rôle majeur dans la campagne jihadiste de liquidation de la minorité **yézidie**, par les massacres, l'expulsion et l'esclavage sexuel. Daesh reste donc très implanté en Irak, le spécialiste Jean Pierre Filiu dit même que Abou Omar al-Turkmani ce nouveau chef de Daesh, non arabe, « organise aujourd'hui avec méthode, la patiente remontée en puissance de l'insurrection de Daesh en Irak et en Syrie ». Il parle dans cet article <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2020/06/28/le-nouveau-chef-du-groupe-etat-islamique-ei-nest-pas-arabe-mais-turc/>, de 4000 combattants djihadistes actifs en Irak et du double, armés mais pour l'instant inactifs.

ISIS Fighters in Iraq

The map shows the latest estimates of the numbers of ISIS personnel throughout Iraq. Some are combatants while others are a part of its network infrastructure. ISIS has 3,500 to 4,000 fighters and 8,000 inactive fighters in its Iraqi sectors.

